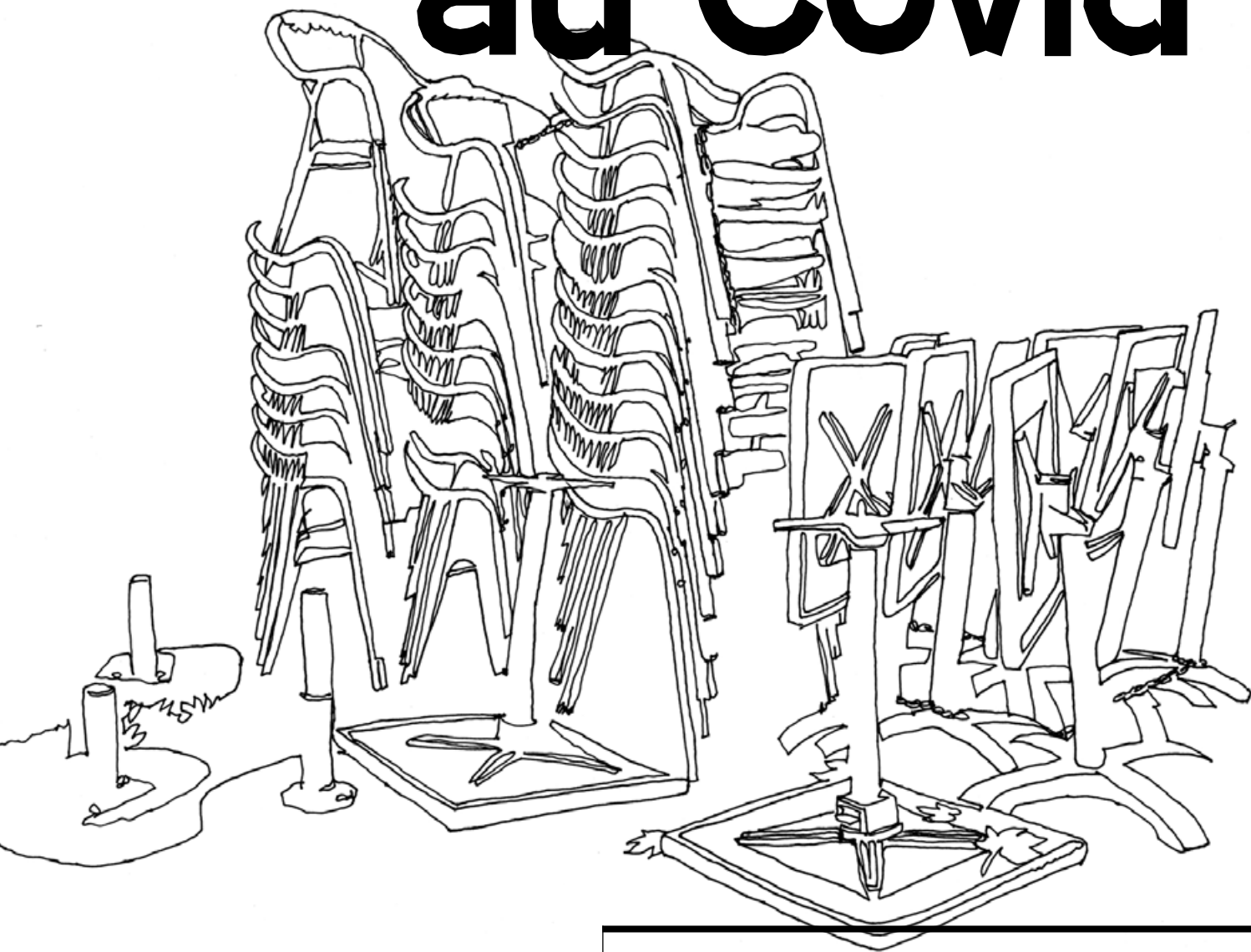


Se décentrer face au Covid

Enjeux sociaux, politiques et culturels du virus

CHANTIER p. 12

Dépôt Bruxelles X
P501050
Périodique trimestriel
Belgique - België
P.P. - P.B.
1099 Bruxelles
BC 8507



Visibiliser les violences policières p. 04

Entretien avec Julia Galaski

Reflets p. 09

« Le sens du poil » ou la pilosité pour toustes !

Femmes en politique p. 34

Les silences seront notre victoire

agir par
la culture
#63

magazine politique & culturel
hiver 2020 // gratuit

SOMMAIRE

4



Pourparlers

JULIA GALASKI

Rendre visibles
les violences policières

8

Propos intempestifs
De la « méchanceté » du virus

9



Reflets
Le Sens du Poil



Chantier

Se décentrer face au Covid

14

MICHEL AGIER

Que faire de nos peurs ?

17

Méfiance virale

19

ISABELLE STENGERS

Se libérer de l'imaginaire capitaliste ?

24

L'école au temps de la pandémie

26

La puissance inquiétante
des covidosceptiques

27

DENIS HUART

« La marchandisation de l'hôpital
met en balance des intérêts sanitaires
avec les intérêts économiques »

30

Face au choc, la suractivité médiatique
empêche de penser

33



Amicalement Nord

NADIA NSAYI

Œuvres congolaises au MAS d'Anvers :
la question de la restitution

34

FéminismeS

Femmes en politique :
les silences seront notre victoire

37

Réverb'
L'amère impunité

38

À bas la Culture !
Dubuffet contre les enculturés

39

Popcorns
Nos chroniques culturelles

Il y a un an, le monde occidental se retrouva fort démuni lorsqu'un coronavirus particulièrement tenace vint frapper à sa porte. Nous avons dansé, dépensé et consommé tout l'été sans nous soucier de cette « grippette », qui touchait alors des pays lointains en dehors de nos réalités. Mais voilà, comme en 1914 ou en 1939, le monde dit « développé » n'avait pas su mesurer – et donc prévenir –, l'ampleur de la crise à venir. Nous y étions allés une fois encore la fleur au bout du fusil...

Un an a passé et nous ne semblons toujours pas capables de jauger le caractère systémique de cet événement. Le sacrosaint *principe de précaution* ayant envahi les recoins les plus intimes de nos existences, nous sommes toujours bien en peine de penser l'incertitude et de vivre avec. Nombreux·euses sont ceux·celles qui guettent le retour à la normale, quand bien même cette (a)normalité participe à l'accroissement des inégalités, au repli identitaire, à l'appauvrissement politique de nos démocraties et à l'anéantissement du vivant.

Cette crise est-elle une parenthèse de notre société ultra capitaliste ou l'occasion d'anticiper le monde qui vient, celui du réchauffement climatique et des crises sociales et sanitaires à répétition ? Arrêtons de nous complaire dans cet attentisme idiot et envisageons dès maintenant la crise Covid-19 comme un avertissement pour tous ceux·celles qui veulent/peuvent bien l'entendre.

Nous avons sollicité des hommes et des femmes pour qu'ielles nous livrent une analyse de cet avertissement, qu'ielles en décodent la profondeur et les enjeux. Nous les remercions d'avoir partagé leurs réflexions dans ces pages.

Mais ne jouons pas les Cassandra. Nous vous souhaitons, à toutes et tous, une année heureuse et sereine. Pleine d'une énergie renouvelée qui nous permette, collectivement, d'enfin changer les règles du jeu.

Sarah de Liamchine
Denis Dargent
Codirectrice-teur de PAC

DÉPÔT

Abderrahim El Achhab
& Davide Lavoratornovi

ABONNEMENT

info@agirparlaculture.be
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site www.agirparlaculture.be (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur·s auteur·es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source. La rédaction laisse libre ses auteurs et autrices d'utiliser l'écriture épicienne ainsi que l'orthographe réformée de 1990 et d'expérimenter ces nouveaux modes d'écritures plus inclusifs.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



Julia Galaski



Rendre visibles les violences policières

Depuis le début de la crise sanitaire, les faits de violences policières en rue, dans les quartiers ou en manif semblent plus présents et sont en tout cas plus visibles. État des lieux avec Julia Galaski, politologue et chargée de développer l'observatoire Police Watch, mis en place par la Ligue des droits humains (LDH). Police Watch vise à nous informer de nos droits face à la police, publie des rapports et études sur les abus policiers, mais agit aussi en interpellant les autorités politiques sur ces questions en Belgique. L'occasion ici, de dresser des pistes d'action citoyenne face aux violences policières et d'indiquer quelques recommandations aux pouvoirs publics pour que cessent les abus.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER ET ARNO ZANELLA

On sait que le phénomène des violences policières n'est pas mesuré en Belgique. Police Watch a néanmoins récemment publié un rapport se basant sur la collecte de témoignages d'abus policiers durant le confinement. Quelles tendances avez-vous pu dégager ?

Effectivement, on ne dispose pas de données et d'indicateurs officiels. C'est d'ailleurs une des recommandations principales de la LDH : mettre en place des statistiques officielles sur les violences policières pour objectiver le phénomène. Difficile donc d'affirmer dès lors qu'il y a une augmentation des cas. Mais ce qu'on peut dire avec plus de certitude, c'est que cette année, il y a une plus grande visibilité du phénomène, notamment suite au meurtre de George Floyd aux États-Unis qui a déclenché une mobilisation à l'échelle mondiale. On constate qu'une plus grande attention médiatique y est portée. Aujourd'hui, avec le téléphone, avec les recours aux témoignages en ligne, avec une plus grande sensibilisation, les gens sont plus attentifs, on en parle davantage.

Pour en venir au rapport de Police Watch, on a en effet lancé un appel à témoignage qui porte sur la durée du premier confinement. Cela a permis de visualiser un pan de la problématique. La particularité de cette période, c'est qu'on a constaté de nouvelles formes d'abus comme les amendes abusives, mais aussi des violences liées à la mobilisation des mouvements sociaux malgré les restrictions liées au confinement. Quant aux violences dans les quartiers populaires ou en manif cela n'est pas nouveau. On peut simplement faire l'hypothèse que dans un contexte de nouvelles mesures restrictives le risque d'abus augmente également.

On a l'impression que lors du confinement, les abus policiers ont touché en premier lieu les quartiers populaires. Contrôles et distribution d'amendes ont avant tout porté sur ces territoires (d'ailleurs largement stigmatisés pour ne pas avoir suivi les mesures) tandis que les quartiers plus bourgeois ont été laissés tranquilles. C'est quelque chose que vous avez pu constater également ?

Oui, c'est ce que le rapport révèle. Que ce soit en confinement ou en dehors du confinement, la violence policière se concentre dans ces quartiers-là, où on observe une surveillance accrue, et qui touche notamment les jeunes hommes racisés. Les victimes ont un accès plus difficile aux procédures de plainte qui sont par ailleurs longues et coûteuses, les violences et contrôles abusifs sont souvent banalisés, les témoignages plus rares, par crainte aussi de représailles. L'impunité policière touche en premier lieu les personnes précaires et racisées.

Comment est-ce que vous expliquez ces dérives ?

Le confinement a été géré de manière uniforme sur l'ensemble du territoire national sans tenir compte des inégalités, des spécificités des réalités sociales des différents quartiers, à commencer par la question du logement. Faire respecter les règles du confinement dans des quartiers populaires, sans un travail de sensibilisation adapté, c'est déjà quelque part une forme de violence. Violence renforcée dans la manière dont on a parfois voulu les faire respecter. Ces habitants ont subi une application plus zélée, parfois abusive, des mesures Covid, comparé aux quartiers plus aisés.

Pour donner un exemple, on a reçu des témoignages indiquant que des gens ont reçu des amendes sans même avoir eu d'interaction avec des policiers ! Les règles du confinement peuvent pousser à légitimer des abus en invoquant la sécurité sanitaire. Ce sont aussi dans ces quartiers que des citoyen·nes qui distribuaient des colis alimentaires lors du premier confinement, pourtant masqués et réunis dans le respect des règles de distanciation, se sont faits embarquer. Tout cela se trouve dans le rapport.

On a aussi l'impression, depuis mars, qu'il n'y a plus une manif qui ne se déroule sans abus : Black Lives matter, Manif pour la Santé, mais aussi des rassemblements non autorisés qui se voient immédiatement et très durement réprimés (contre la 5G, contre les mesures Covid, dernièrement devant l'ambassade de Guinée...). Est-ce que vous constatez aussi un durcissement à l'égard du mouvement social ?

Le contexte de la crise sanitaire a donné lieu à une politique plus sécuritaire et plus répressive où les autorités ont préféré en faire plus que pas assez. Une des questions qui traversent notre analyse est la suivante : la police a-t-elle encore pour mission de protéger les citoyens ? Ou bien l'objectif est-il d'illustrer un rapport de force ? Alors même que l'accent devrait être mis sur la lutte contre les inégalités et sur le refinancement des services publics.

La liberté d'expression, le droit de manifester, et celui de circuler librement sont mis à mal dans le contexte de la crise sanitaire. Ces questions méritent d'être débattues publiquement, avec tous les acteurs concernés. Par rapport aux exemples que vous citez : toute personne qui a subi ou assisté à des violences policières en manifestation vous le dira, ça laisse des séquelles qui peuvent dissuader de revenir manifester ; c'est ce qu'on appelle le *chilling effect*, une forme d'effet d'intimidation. Des manifestants témoignent que certains policiers ne s'en cachent pas et disent à haute voix aux interpellé·es en manif que ça leur apprendra à descendre dans la rue ! La question qui se pose est celle de savoir s'il s'agit de faits isolés ou s'ils participent à une vision politique plus générale. Rappelons que les bourgmestres sont aussi chefs de police de leur zone et ont une responsabilité directe par rapport aux violences qui y sont commises.

À ce sujet, en octobre 2020, deux interpellations communales ont été refusées coup sur coup. Elles avaient été demandées par des citoyen·nes qui se sont retrouvés face à des abus policiers ou exaspérés par ces abus. À Bruxelles (concernant les 35 arrestations arbitraires rue de la Régence en marge de la manif pour la Santé) et à Saint-Gilles (concernant les agissements de la brigade Uneus). Pourquoi le monde politique refuse-t-il d'ouvrir le débat sur les abus et violences policières ?

L'enjeu principal aujourd'hui, c'est que le monde politique reconnaisse qu'il y a des problèmes de violences policières en Belgique. On est encore loin du compte. Vous citez l'exemple de Saint Gilles: ce n'est qu'en juin 2020 qu'une motion a été votée admettant l'existence de violences policières, suite à trois ans de mobilisation citoyenne. À Bruxelles-ville, le bourgmestre a également affirmé qu'il n'y avait pas de problèmes de violence policière ou que s'il y en avait, la justice s'en chargerait. C'est une manière de délégitimer ou en tout cas d'écarter la parole des victimes et témoins. On constate que la parole des victimes ne vaut généralement pas la parole des agents de police. On est donc là face à un enjeu politique de reconnaissance du problème. Une fois qu'on l'aura admis, on pourra objectiver le phénomène, collecter officiellement des chiffres, l'analyser pour mieux le combattre.

Outre le niveau politique, le débat sur les violences policières peine aussi à émerger dans les médias. Ils en parlent assez peu, et, quand ils en parlent, ils se bornent souvent à reprendre la version policière des faits. Pourquoi ?

Les médias reprennent généralement la version policière, relayée également par le monde politique. Les violences policières ont longtemps été taboues, même si la situation évolue. De plus en plus de journalistes prennent le temps de l'enquête, de récolter et recouper les témoignages de tous les acteurs concernés. Mais cela reste rare. L'impunité policière est quelque chose de très dur à envisager quand on ne l'a pas vécue soi-même ou qu'on ne connaît pas des proches qui en ont été victimes. Ce n'est pas pour rien que les violences se concentrent dans les milieux populaires et visent des personnes précaires comme les migrant·es ou les sans-abris: leur parole reste peu audible dans les médias et au niveau politique. On en est cependant à un moment charnière: des images circulent et la parole est de plus en plus libre, partagée, relayée.

Vous avez évoqué le racisme structurel de la police. Comment se caractérise-t-il et comment le combattre ?

Il faut d'abord préciser que ce racisme traverse toutes nos institutions et ne concerne donc pas uniquement la police. On peut combattre le racisme en assurant une diversité représentative de notre société et de son histoire dans l'ensemble de nos institutions, mais cela ne suffit pas. La police s'inscrit

dans ce cadre plus global. En son sein se déploie un racisme qui se traduit par un profilage ethnique, des contrôles d'identité abusifs, des insultes et remarques racistes, des humiliations et violences physiques. La mise au jour récente d'un groupe Facebook où des policiers exprimaient un racisme tout à fait décomplexé est révélateur sur l'étendue du phénomène. Il est rare par ailleurs que des agents de police témoignent contre leurs collègues, même en cas de faits graves. En cas de plaintes, celles-ci n'aboutissent que rarement. Il faut donc agir d'une part sur le recrutement et la formation, initiale et continue, mais aussi combattre l'esprit de corps et l'impunité. C'est une approche globale et de long terme.

Quels sont les recours vers lesquels peuvent se tourner témoins ou victimes d'abus policiers ? Ces institutions sont-elles assez outillées pour être efficaces et pour permettre qu'il n'y ait plus d'impunité au sein de la police ?

Il est possible de témoigner sur le site de Police Watch, en tant que victime ou témoin et aussi de faire un signalement en cas de discrimination (insultes racistes, soupçon de profilage ethnique...) auprès de Unia. Pour ce qui est du fait de porter plainte, il y a le Comité P, constitué de policiers en charge de contrôler les services de police, qui se limitera cependant à procéder à une enquête qu'il transmettra aux services internes et/ou au Parquet, mais qui n'a pas lui-même la possibilité de sanctionner les policiers ou de dédommager les victimes. Il dépend du parlement et lui remet un rapport chaque année. Ce sont d'ailleurs les seules statistiques officielles, bien qu'elles soient incomplètes et que l'indépendance du Comité P soit remise en question par des instances comme l'ONU depuis plus de vingt ans. Cela reste néanmoins important que victimes et témoins signalent les abus. Le parquet du procureur du Roi décidera de poursuivre ou non les agents en justice.

Autre voie de recours: porter plainte dans un commissariat, ce qu'on ne conseille pas forcément, surtout s'il s'agit du commissariat des agents concernés. Et enfin, en cas d'infractions graves, on peut porter plainte directement auprès d'un·e juge d'instruction avec constitution de partie civile en passant par un·e avocat·e spécialisé·e en droit pénal.

Ce sont des procédures longues, éprouvantes et coûteuses. Et il faut savoir que cela peut parfois susciter des représailles de la part de la police sous la forme de contre-plainte pour rébellion. Par ailleurs, les plaintes sont souvent classées sans suite sans que des poursuites soient initiées à l'encontre des policiers.

De manière générale, en cas de violences physiques ou autres formes d'infractions graves, on conseille pour déposer plainte au pénal d'avoir un dossier en béton: un certificat médical précis

rédigé le plus tôt possible après les faits, des images vidéos et des témoignages. Dans certains cas, il peut être utile de médiatiser l'affaire et de se mobiliser politiquement.

Quelles sont les recommandations faites par Police Watch aux pouvoirs politiques pour diminuer le nombre d'abus policiers?

D'abord reconnaître l'existence d'abus et les différents types de violences (verbales, psychologiques, physiques...). Puis, produire des chiffres officiels pour permettre de les analyser, d'y répondre.

Ensuite, on prône l'enregistrement des contrôles d'identité: en cas de contrôle, on doit pouvoir recevoir un récépissé permettant d'identifier les raisons et circonstances du contrôle. Cela permettrait de prévenir et objectiver les cas de harcèlement et de profilage ethnique. Et d'apporter plus de transparence.

Dans le même ordre d'idée, il faut œuvrer à améliorer la relation entre la police et les communautés dès la formation, sortir du rapport de force dans des quartiers populaires, réinvestir les secteurs sociaux, aller vers une approche plus préventive, de proximité, moins répressive.

Il y a également des témoignages de personnes se voyant intimer l'ordre de cesser de filmer la police ou même d'effacer leurs images. Il faut donc rappeler le droit à filmer la police, à condition que cela n'empêche pas le déroulement de l'opération policière en cours. L'enregistrement audio constitue également une preuve. La police n'a en aucun cas le droit d'effacer les images ou de vous demander de les effacer. Les images peuvent être transmises aux médias et/ou aux autorités judiciaires.

Il faut que les mécanismes de plaintes soient rendus accessibles et efficaces. Pour faciliter le dépôt de plainte pour les victimes mineures, on encourage notamment à cette fin la création d'un guichet unique.

Il y a également la question de la rébellion, fréquemment invoquée par la police pour justifier l'emploi de la force...

En effet, il arrive que la police affirme que la personne interpellée s'est rebellée pour justifier son intervention, pour dire que la violence était légitime, qu'ils étaient *obligés* d'intervenir, de maintenir la personne au sol, de la pousser, de la menotter, de la frapper, de lui forcer la main, jusqu'à lui casser le bras... qu'ils n'ont pas pu faire autrement en raison de cette rébellion. Accuser la personne de rébellion devient une manière de se protéger préventivement de toute accusation de violence. D'où l'importance de filmer. D'où l'importance du certificat médical, qui soit précis et complet pour rétablir les faits. Ces cas de «rébellion» sont de plus souvent

jugés plus vite que la violence policière qui s'est déroulée au moment des mêmes faits. On constate que les enquêtes sont incomplètes, basées sur des PV de police uniquement et sans que soient systématiquement interrogés les trois principes qui encadrent l'usage de la force dans les interventions policières: légalité, nécessité et proportionnalité.

Quel est le rôle du certificat médical dans la lutte contre les violences policières?

Il est très important. En cas de violences policières, on recommande toujours aux victimes de se rendre le plus vite possible chez un médecin de confiance pour faire constater les lésions physiques et psychologiques. Mais le monde médical n'est pas toujours conscient des enjeux sous-jacents à la rédaction d'un certificat médical suite à des violences policières. Police Watch est en train de travailler sur différentes manières de sensibiliser les acteurs concernés, aussi au-delà du monde médical. Le certificat médical est un élément essentiel dans le dossier en cas de plainte au pénal. Par exemple, le nombre de jours d'incapacité de travail a une valeur juridique en termes de peines que peuvent encourir les policiers. C'est donc essentiel qu'ils apparaissent. Le constat des lésions doit aussi être le plus précis possible.

Au-delà des comités de recours, en tant que citoyen-ne, comment peut-on agir et réagir contre les violences policières? Quels modes d'action sont à notre portée?

Il y a d'abord une vigilance à avoir: filmer si jamais on a l'impression que ça pourrait être nécessaire, rester présente au cas où il y aurait besoin de témoins. Rédiger un récit factuel qui soit le plus précis possible. Police Watch donne tout une série de conseils sur son site.

Les citoyens peuvent aussi organiser des formations sur les droits face à la police (dans leur école, leur quartier...), comme celle que propose la LDH. Ce sont des formations interactives qui permettent de poser des questions concrètes: qu'est-ce que je peux ou aurais pu faire, s'il m'arrive ça ou que j'en suis témoin? Police Watch va par ailleurs lancer prochainement une permanence téléphonique pour les victimes de violences policières, animée par un groupe de bénévoles. Les gens intéressés sont les bienvenus pour renforcer l'équipe!

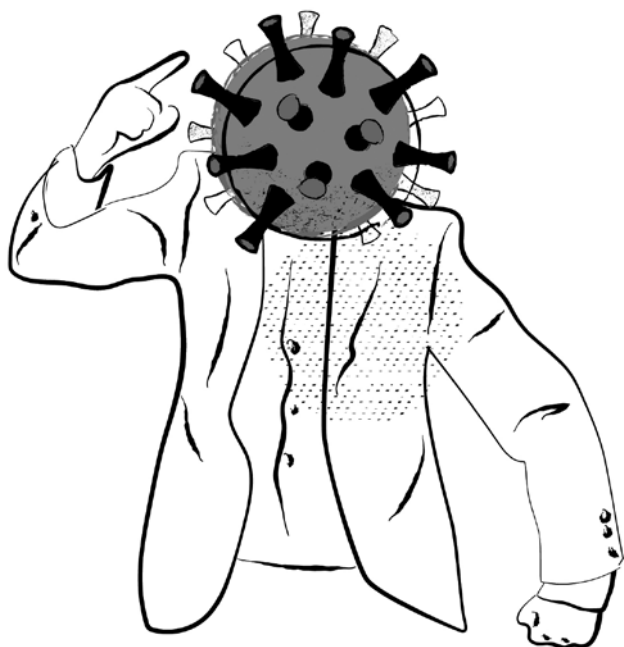
Et puis on peut suivre l'actualité. De nombreux collectifs de soutien ont été créés ces dernières années tels que «Justice pour Semira Adamu», «Justice pour Mawda», «Justice pour Adil», «Justice pour Mehdi», «Justice pour Lamine», «Justice pour Tatum» et tant d'autres... Venir aux rendez-vous (rassemblements, interpellations...) et relayer leur parole. En parler autour de soi.

Enfin, au niveau politique, il faut continuer de se mobiliser. Les interpellations communales sont un bon outil pour rappeler aux autorités locales qu'elles ont une responsabilité directe et pour les encourager à briser le tabou et à sortir du déni.

Consulter le rapport
«Abus policiers et confinement» (juin 2020)
sur www.policewatch.be

DE LA «MECHANCETÉ» DU VIRUS

PAR JEAN CORNIL



Alexander de Croo a qualifié le virus de « méchant ». J'ai sursauté en entendant cet adjectif. Ainsi, notre nouveau Premier ministre, s'inscrivait-il dans la très longue tradition de l'illusion finaliste. Au 17^e siècle, Spinoza la considérait comme l'obstacle majeur à une bonne compréhension du monde. Le préjugé qui est l'ennemi le plus radical de la raison.

Mais qu'est-ce que l'illusion finaliste ?

C'est la croyance de l'humain que la nature agit en fonction de lui. Projetant son vécu sur les choses, il leur attribue des vices ou des vertus en fonction des agréments ou des désagréments que le non-humain leur cause. Les humains ne jugent au fond qu'à partir des effets, bons ou mauvais, que leur procurent les choses, ignorants des causes qui les déterminent.

Pour user d'un grand verbe, ils anthropomorphisent leur environnement, objet de leurs seuls désirs, et dont la seule fin est de les réduire à des catégories humaines, bien trop humaines.

Mais, comme le pose le très sage Tao-Te-King :
« *l'univers n'a point d'affections humaines* ».

Cette conception du rapport au monde fut celle de l'animisme jusqu'à l'aube de la modernité où

la révolution scientifique opérât le grand partage entre nature et culture. Désormais « la découverte de l'ignorance », paradigme de la démarche scientifique, soumet les forces de la nature à la puissance humaine dans des proportions jusque-là inégalées et conduit aux désastres écologiques intenses d'aujourd'hui.

La nature n'est plus mystère. Elle est devenue notre miroir.

Alors quels signes traduisent-ils cet emploi d'un vocabulaire éthique pour un virus ? Un retour aux peurs de jadis devant les désordres célestes, les déchainements des éléments et l'impuissance que seuls la prière ou le sacrifice pouvaient apaiser ? Un refus de la philosophie de Spinoza pour qui, selon la formule canonique adaptée, le seul but du Covid est de persévérer dans son être, totalement indifférent aux courbes statistiques, aux prophéties des experts ou aux théories post-vérité ?

Qui songerait d'ailleurs à le blâmer, ce minuscule virus, « *ontologiquement parfait et moralement innocent* » dans l'esprit du penseur de l'Éthique ? Qui imaginerait réprimer un nuage parce qu'il envoie des grêlons sur les récoltes ou un tremblement de terre qui provoque pourtant désastres et souffrances tel celui de Lisbonne en 1755 ?

Mais qui dénierait le droit à se vacciner, à protéger ses plantations ou à bâtir des immeubles capables de résister aux secousses sismiques ? Bref, la question n'est pas morale. Le châtiment n'aurait aucun sens. Seuls les anticorps, qui eux aussi, persévèrent dans leur être, érigeront des obstacles à la progression de la pandémie.

Je ne crois pas que le premier des ministres, en bon libéral rationaliste, ait sombré pour le coup dans les obscurités des croyances d'antan et de l'illusion finaliste. Ni qu'il ait eu envie de consulter Spinoza avant une conférence de presse, pourtant le meilleur des communicants avec ce qui nous dépasse.

Non, à mon sens, il a qualifié le virus de méchant pour installer un climat d'inquiétude afin de renforcer l'adhésion de la population aux mesures de confinement.

Sans doute, assez fin connaisseur de l'âme humaine, a-t-il compris que la seule rationalité se révélerait trop peu efficace. Il fallait à notre espèce fabulatrice, selon l'appellation superbe de Nancy Huston, une sollicitation complémentaire de nos imaginations instinctives aux valeurs morales du bien et du mal.

Et se convaincre pourtant que seule l'humanité était créatrice de valeurs.

Le Sens

Le Sens du Poil est une campagne de sensibilisation visant à dédramatiser la vue des poils sur le corps des femmes et minorités de genre. Elle se décline en des photos et témoignages sur Instagram, une websérie documentaire sur YouTube, ainsi qu'en des expositions et projections-débats. Créé par cinq femmes belges, ce projet mettant au premier plan la thématique de la pilosité est une bonne porte d'entrée pour parler des inégalités et des stéréotypes de genre. Le but n'est absolument pas de remplacer une norme par une autre, ni d'imposer un « diktat du poil », mais plutôt que chacun·e puisse disposer de son propre corps, avec ou sans poils. L'idée est de pouvoir planter une graine de réflexion, de remettre en question les stéréotypes de genre qui nous entourent et de pouvoir également montrer des pilosités trop souvent effacées ou oubliées dans les médias et les publicités.

du Poil

«Ma pilosité est mienne. Avec le temps, je comprends que mon corps est mien et ne comprends plus comment penser autrement qu'ainsi. Je suis moi. Mon corps m'appartient. Mon corps est moi. Mes cheveux, ma couleur de peau, mes cicatrices, mes poils sont miens et ne sont pas à effacer. Je les apprends, les observe et veille à leur bonne santé.»



*Le Sens du Poil (Sophia Bouhon, Alice Chemais, Margot Foubert, Charlotte Houben et Laure Marlière)

«Il y a encore 3 ans, c'eût été impensable pour moi de lever les bras sans m'être arraché les poils au préalable. Et un jour je me suis dit mais pour qui je fais ça au fait? Ça m'arrive encore de m'épiler de temps en temps (pas suffisamment selon ma mère lol). De le faire régulièrement, j'ai arrêté par flemme et j'ai persisté par féminisme.»



«My hair is sacred, every inch and centimeter
Whether buzzed on my head and
Bushy between my legs
My body, my soul, free from your control
Is an asymmetric symmetry, it is a whole»

■ www.le-sens-du-poil.com

«Arracher mes poils n'a jamais été un choix. C'est le résultat de ces injonctions auxquelles je ne veux plus me soumettre. J'avais tellement intégré que mes poils étaient moches et pas féminins, qu'aujourd'hui ça me demande énormément d'énergie de sortir poilue.»



«Moi, mes poils je les apprécie comme ils sont. Je suis chanceuse, je pense d'avoir été élevée dans une famille qui n'a jamais porté de jugement sur des critères de beauté précis. J'ai appris à les aimer tout le long de ma puberté et à les voir pousser en même temps que je changeais de corps. Ils étaient là et je les trouvais beaux.»



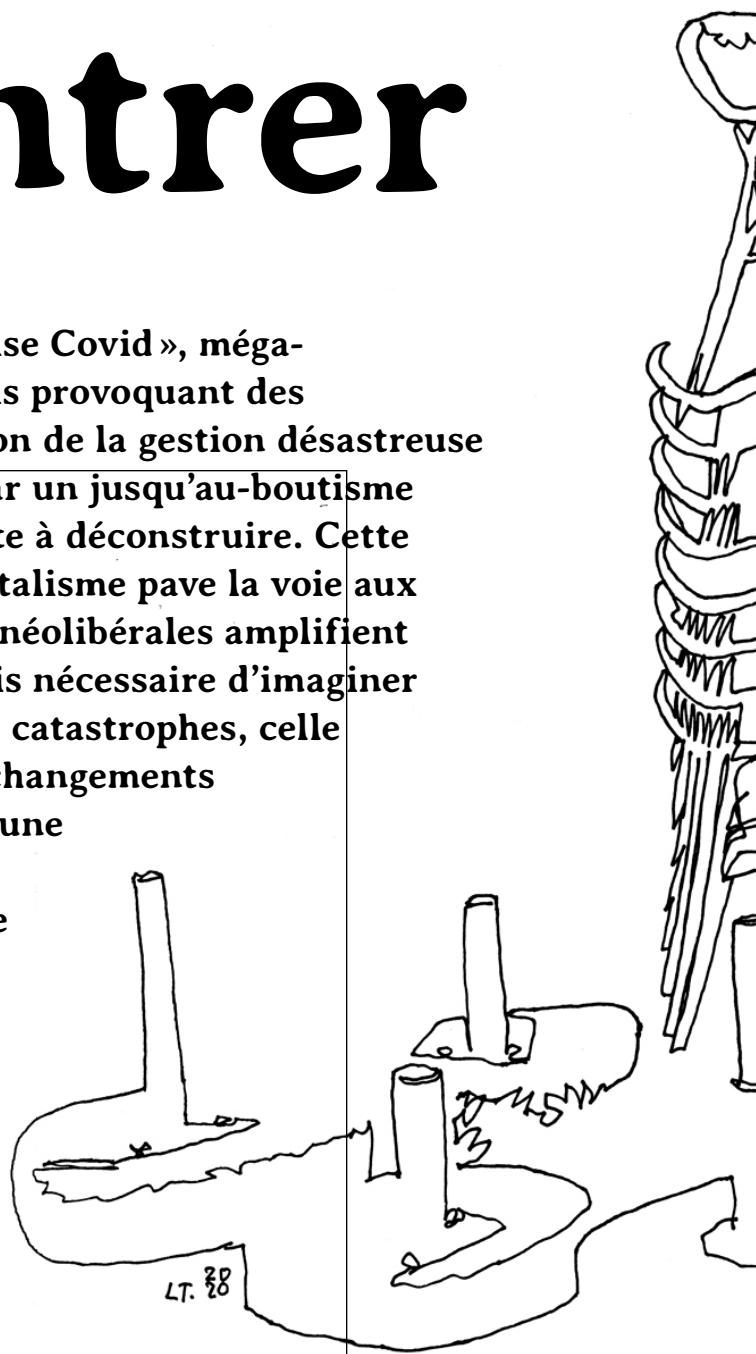
«Ce choix est vite devenu une façon de filtrer mes partenaires sexuels ou même mes amis (take it or leave it) et de me rendre compte que mes poils ont non seulement des fonctions hygiéniques et protectrices mais aussi qu'ils me forcent à m'accepter de plein d'autres façons.»

Se décentrer

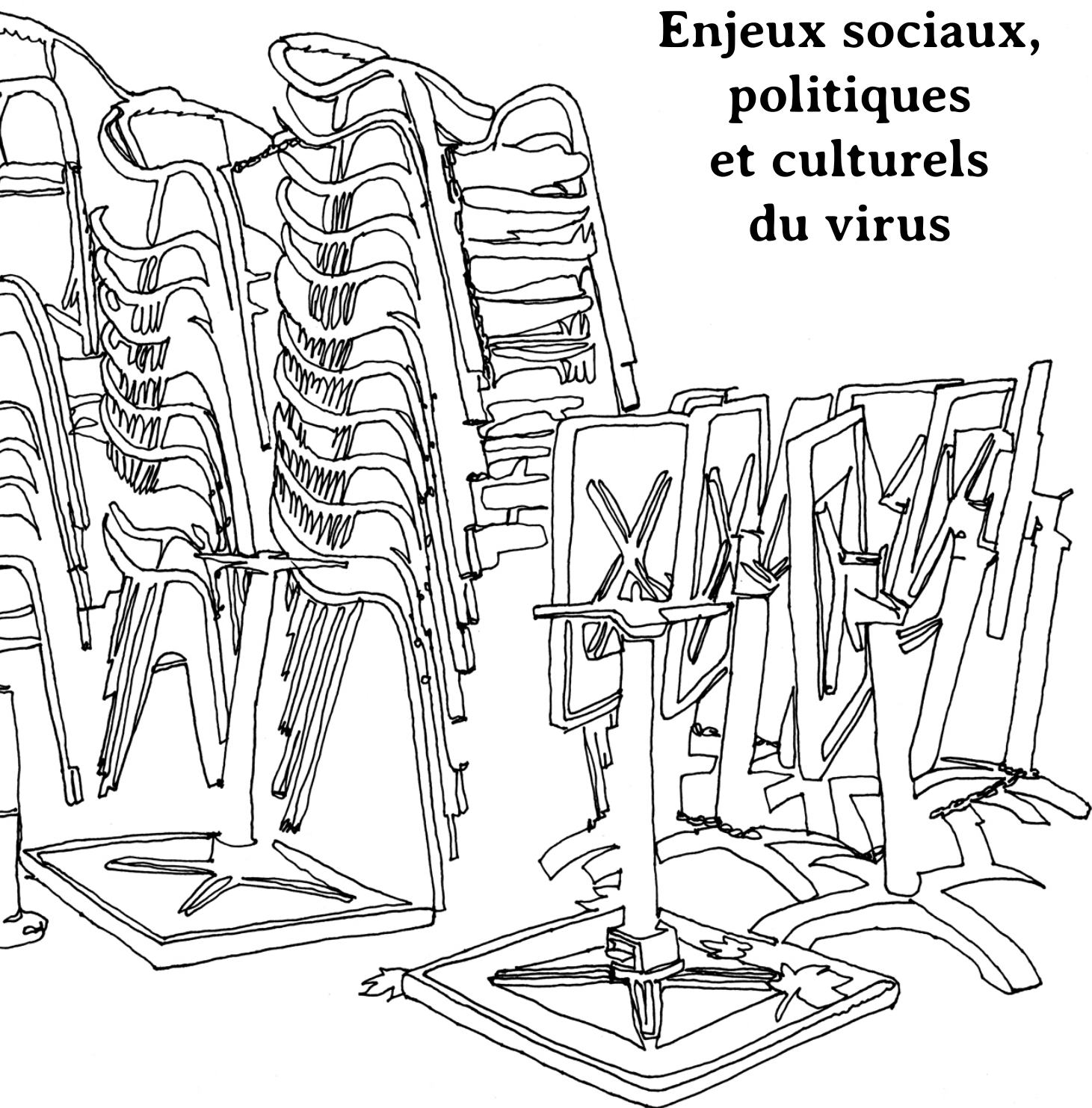
Nous avons été saisis par « la crise Covid », méga-événement sidérant d'abord, puis provoquant des indignations en cascade en raison de la gestion désastreuse du désastre. Celle-ci, marqué par un jusqu'au-boutisme néolibéral et autoritaire qui reste à déconstruire. Cette expérience en boucle (où le capitalisme pave la voie aux crises tandis que leurs gestions néolibérales amplifient leurs effets) rend plus que jamais nécessaire d'imaginer d'autres modes de faire face aux catastrophes, celle en cours comme celles à venir, changements climatiques en tête. Repolitiser une question loin d'être seulement sanitaire, c'est aussi reconnaître le traumatisme collectif que nous avons vécu (et continuons de vivre), les peurs ressenties et leurs usages politiques. Que nous est-il arrivé ? Pourquoi on a du mal à faire désormais confiance aux autorités politiques mais aussi aux médias ? Comment faire le pari de la démocratie pour affronter la (les) catastrophe(s) quand tout s'oppose à elle ? Mais aussi, plus positivement, quelles opportunités, quelles démonstrations par le fait cette période a-t-elle permises ?

Chantier coordonné par Aurélien Berthier

Illustrations: Louis Theillier – grandpapier.org/louis-theillier



**Enjeux sociaux,
politiques
et culturels
du virus**



face au Covid

MICHEL AGIER

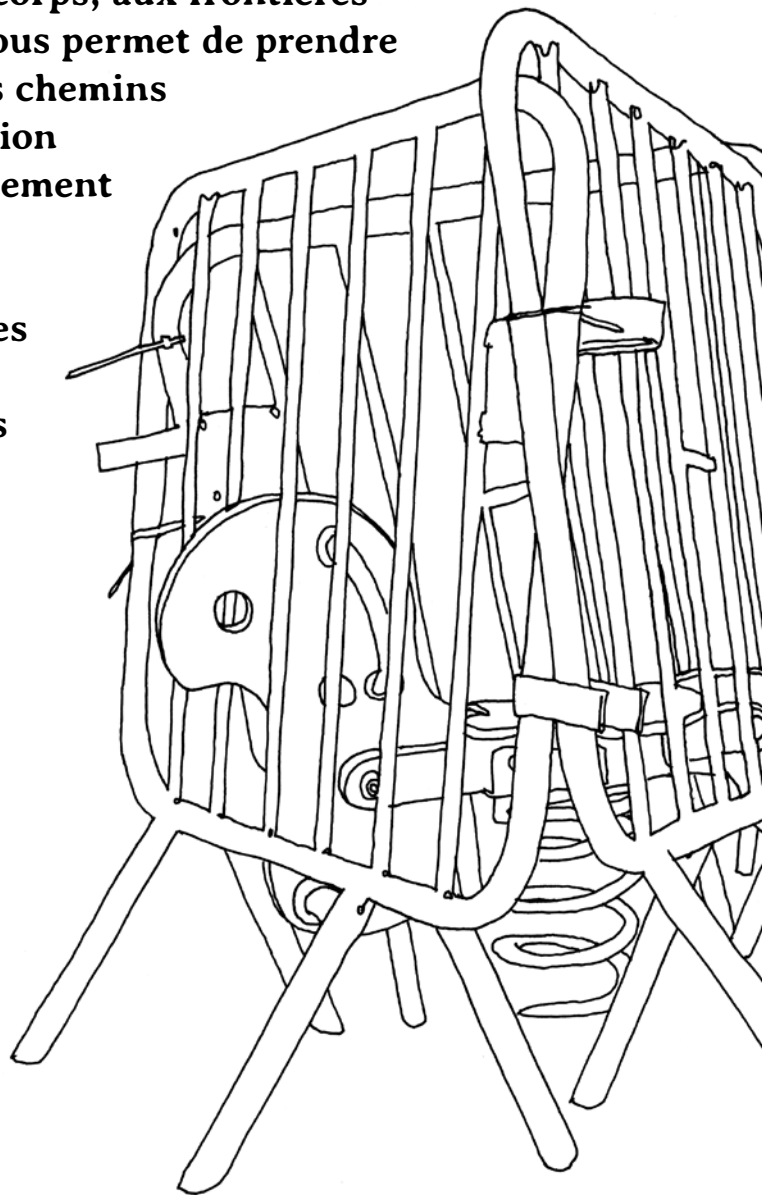
PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

Que faire de nos peurs ?

Dans « Vivre avec des épouvantails », Michel Agier tente de saisir quelque chose de « ce qui nous arrive » en menant à partir de l'expérience du premier confinement une anthropologie du contemporain. Formidable machine à débloquent la pensée face à un fait social total Covid sidérant, cette analyse en direct, cette exploration de notre rapport au corps, aux frontières et aux peurs en temps de pandémie, nous permet de prendre la mesure des choses et d'envisager les chemins qui faciliteront un processus de digestion des événements. Et surtout, ce cheminement nous donne des pistes pour jouer avec les peurs (afin de les apprivoiser), et, ce faisant, pour aussi déjouer les usages politiques de celles-ci. Un exercice de décentrement et de déconfinement des sciences sociales plus que nécessaire au temps de la catastrophe.

Vous vous attachez dans votre livre plutôt aux réponses amenées à la pandémie qu'au virus lui-même. À quoi renvoie pour vous ce terme de « Covid » ?

La catastrophe, ce n'est pas en soi le Covid, mais ce sont les politiques publiques, les réactions des sociétés et évidemment la peur. Car sont les peurs qui ont fait la catastrophe. En effet, il y a sans arrêt des virus qui apparaissent depuis que le monde est monde. Tout comme il y a beaucoup de phénomènes naturels. Mais ce phénomène du Covid est naturel sans être entièrement naturel. On sait par exemple bien que les pratiques de déforestation, l'emprise de plus en plus importante des humains et du capitalisme agro-industriel sur les zones naturelles, ont détérioré les mondes végétal et animal. On se trouve face à cet intéressant phénomène de la zoonose, la maladie de la frontière animal/humain qui, d'une certaine façon, n'a pas été respectée.



«Ce sont les peurs qui font les catastrophes» dites-vous. Pourriez-vous revenir sur cette idée ?

Tout ce que nous projetons dans ce non-être Covid minuscule et microscopique, tout ce que nous lui avons mis de significations et notamment de sens de la peur l'ont fait devenir un énorme phénomène. Plusieurs types de peurs ont été en jeu durant le confinement. On a notamment vu une espèce de retour à des peurs cosmiques, comme à l'époque médiévale, celles de notre grande vulnérabilité d'humain face à la nature, sidéré devant la puissance des éléments de la terre, de l'air, des eaux, de toutes ces puissances naturelles capables d'ensevelir les humains. Nous avons bien dû reconnaître que nous ne maîtrisons pas la nature. En sidérant, en figeant, cette peur a fait que du côté des pouvoirs, la préparation a été bien inférieure à ce qu'elle aurait pu être. Comme si on l'avait attendue dans ce climat général d'incertitude sans la voir venir précisément comme auraient pu le faire des politiques qui consisteraient à préparer les sociétés, les lieux, les territoires à s'affronter à ces phénomènes *plus ou moins* naturels.

Sidérées dans un premier temps, les autorités ont eu en revanche tendance à exploiter les peurs dans le sens d'un contrôle des corps. Ce sont les «politiques des peurs» que vous évoquez. Quelles sont-elles et pourquoi ces politiques sont-elles vouées à l'échec ?

Les politiques de la peur sont vouées à l'échec car elles ne correspondent pas à la réalité de ce qui se passe. C'est par exemple le confinement lui-même : on prend une mesure de type sécuritaire dans un but sanitaire. Les deux choses ne sont pas absolument équivalentes.

Mais il y a aussi toute la question des frontières de la pandémie que je développe dans mon livre. La première frontière, la plus évidente, c'est le corps. Les soignant·es se protègent le plus possible jusqu'à ressembler à des cosmonautes : on met une double peau sur la peau pour signifier que le tour du corps lui-même fait frontière de la pandémie. À l'inverse, la dernière frontière, c'est celle de la planète tout entière puisque le virus circule de personne à personne et de réseau en réseau. Et dans ce cadre-là, on est surpris que la mesure perçue comme la plus radicale qui a été prise soit la fermeture des frontières nationales. Encore plus que le confinement à domicile (qui est d'une certaine façon la mesure prise par défaut pour ne pas avoir réussi à avoir protégé les corps eux-mêmes), cette fermeture a été une des mesures les plus éloignées de la réalité de la pandémie. Comme si c'était ce que nos États-nations savaient le mieux faire, comme s'ils ne savaient rien faire d'autre en cas de problème.

Bien sûr, le territoire national, c'est le cadre des politiques publiques. Mais justement, ce cadre est complètement dépassé par la réalité de la question

sanitaire à présent totalement globale. C'est donc bien là ce qui a manqué : une politique publique la plus réaliste possible existante aussi bien à l'échelle ultra locale qu'à l'échelle planétaire. Faute d'agir sur l'ensemble des frontières de la pandémie, on a préféré fermer les frontières nationales.

Avec ce deuxième confinement, on voit que certaines mesures ne vont plus de soi. Comme tenir littéralement à l'écart les vieux dans des établissements pour personnes âgées. Mais aussi le fait de ne pas pouvoir accompagner les morts par des funérailles. Dans les deux cas, c'était quelque chose de bien étrange par rapport à d'autres autorisations de circulation, de rassemblement ou de contacts qui restaient eux possibles. Ces mesures-là correspondent typiquement à des peurs : peur de la mort, peur de sa proximité avec les personnes âgées. Plus que liées à une réelle politique publique, ces décisions relevaient donc plutôt d'un fantasme associé à l'idée de la mort, comme s'il ne fallait pas voir la mort et ne pas reconnaître qu'il y a ces personnes qui sont mortes du Covid, jusqu'à ne même pas pouvoir les accompagner dans leur dernière demeure ! Nos sociétés ont pris l'habitude d'évacuer la mort et la pandémie nous l'a ramené sous notre nez. Il s'est donc surtout agi de feindre dans ces rituels diminués, non publics, de ne pas s'approcher de la réalité de la mort, de continuer à la garder à distance malgré son omniprésence.

Pour retrouver une certaine latitude afin de penser et d'agir, est-ce qu'il s'agit non pas de vivre avec le virus, mais plutôt de vivre avec la peur du virus ?

Oui, ce serait plutôt : que faire de la peur ? Accepter qu'elle existe. D'abord, de la manière la plus élémentaire et la plus existentielle qui soit avec la peur de la mort, cette peur qui interpelle le corps. Car c'est le corps que cette maladie touche : la contamination se fait par des éléments corporels les plus intimes. Il s'agit aussi des peurs immenses, des peurs cosmiques de notre fragilité dans l'ensemble du monde. Et puis des peurs sociales qui arrivent avec ce que va signifier les conséquences des confinements : les crises économiques et le chômage de masse que ça implique. La peur aussi d'un horizon totalitaire avec des mesures sécuritaires qui s'installent de plus en plus.

On ne peut pas nier sans arrêt cette pluralité de peurs. Il faut cesser avec les «même pas peur» qu'on entend poindre avec fanfaronnade. Non, la peur est là, multiple, parfois paralysante et puissante. La question c'est : qu'est-ce qu'on en fait ? Est-ce qu'on la laisse à disposition des politiques ? Eux qui vont nous dire «n'ayez pas peur» en déployant davantage de policiers et en infantilisant la population. Leurs politiques sécuritaires sont en effet bien autre chose que des politiques de santé publique. Pour éviter ces usages et ces politiques de la peur, il faut s'interroger sur le fonctionnement social de la peur. Et regarder ce qui est fait de la peur dans l'imaginaire, notamment dans les cultures populaires pour la conjurer, l'exorciser, l'esthétiser bref, en faire quelque chose.

Selon vous, on sortira du marasme grâce à l'appropriation de la peur par les cultures populaires, grâce à leurs capacités à créer des esthétiques, des formes, des expressions, du rire, pour transformer les peurs qu'on ressent et qui circulent, pour inventer de nouvelles formes d'exutoires...

Cela m'a amené à revisiter mes travaux ou à faire appel à des travaux plus anciens sur ces cultures populaires pour voir comment elles s'y prenaient avec ces peurs et permettaient de les dépasser. Je dois préciser que ce travail n'est pas un programme de recherche, mais plutôt un ensemble d'intuitions qui m'ont amené à convoquer une altérité historique et une altérité culturelles de mes anciens terrains ou de ma mémoire alors que j'étais comme tout le monde soumis à l'individualisation forcée du régime de confinement. Cet exercice-là est forcément incomplet et il est juste exploratoire. Ainsi, historiquement, je revisite l'œuvre de Bakhtine sur le lien entre l'œuvre populaire, le rire, le style carnavalesque, cette forme populaire du rire, de la dérision, du grotesque qui se démarque et qui renverse les discours officiels, que ce soient les eschatologies religieuses et les propos des gouvernants. Bakhtine a décrypté à la fois dans ses traditions médiévales et ce que Rabelais en a fait dans son condensé qu'a été Pantagruel au début de la Renaissance, qui inonde par son urine toute une ville dans une parodie de fin du monde, du déluge... C'est l'immense capacité du grotesque à reproduire et s'approprier sa peur, à la ridiculiser tout en la rendant proche et intime, mais sans jamais la nier. C'est comme ça que Bakhtine évoque ce retournement de la peur dans la figure des épouvantails, des objets dans lesquels on déplace la peur et qui vont alors *incarner* ces imaginaires de la peur. Outre l'altérité historique, je suis aussi allé chercher cette altérité en Amérique latine, dans des formes de croyances populaires qu'on retrouve en partie dans les carnivals, avec des personnages qui ont souvent pour fonction d'alerter sur les risques, de faire peur, mais tout en devenant familiers et esthétiquement appropriables. C'est ainsi particulièrement le cas des *visiones*, des *espantos*, des esprits de la forêt et de la mangrove de Colombie. Je les ai observés par exemple dans des carnivals dans des villes alors aux prises avec la violence meurtrière des paramilitaires et du trafic de drogues. Les épouvantails du moyen-âge et les *espantos* de ces régions latino-américaines nous indiquent un quotidien renversé, d'autres mondes, des formes à travailler pour s'approprier nos peurs et potentiellement renverser certains discours politiques et médiatiques qui nous accablent d'imaginaires de la peur aujourd'hui.

Mais nous en Europe aujourd'hui, quels seraient nos épouvantails sur lesquels on pourrait projeter nos peurs ?

Sans être un spécialiste, je pense à une piste intéressante, celles de toutes ces figurations qui depuis une bonne vingtaine d'années nous décrivent d'autres mondes dans une profusion de romans, films, séries, BD... d'anticipation. Des imaginaires de peurs, de catastrophes terribles se retrouvent dans cette abondance de figurations dystopiques ou utopiques. Elles donnent à voir des projections sur ce qu'il adviendrait de nous après une catastrophe ou bien elles imaginent d'autres mondes, parfois plus

égalitaires. Et nous permettent donc de travailler sur ce « qu'est-ce qu'on fait de la peur ». Elles sont souvent associées à l'idée de fin du monde donc de la peur de la fin du monde, de cette angoisse eschatologique (la fin du monde comme punition religieuse) qui revient de manière très importante et qui à mon sens, et peut-être tout autant que ces épouvantails, est complètement erronée sur le plan scientifique et politique, mais représente une incroyable machinerie à imaginer, à produire un grand récit. Le grand récit qui se rapproche du « monde d'après », terme qu'on utilise beaucoup dernièrement...

L'après... mais après quoi ?

Le monde d'après n'existe pas : l'après arrive juste après le maintenant. Le lien du passé, du présent et du futur est une construction imaginaire. Mais « monde d'après » est aussi un terme qui peut-être permet de désigner cet imaginaire, et qui est une manière de répondre et de faire quelque chose de la peur. Il représente plus largement encore une forme de nouveau grand récit. Récit qui représente peut-être un nouvel imaginaire politique très largement associé à la peur, celle du *collapse*, de la fin du monde, qui sont des variantes de la peur cosmique.

Ce besoin d'appropriation des peurs et de création nécessaire, n'est-il pas empêché par les conditions actuelles, l'impossibilité de se réunir, la prohibition de la vie sociale... Est-ce que tout cela empêche cet exutoire et cette création d'épouvantails ?

D'un côté oui, ça freine, mais en fait, ce travail de l'imaginaire doit se faire et il est sans doute déjà en train de se faire. D'autre part, on voit de plus en plus de protestations sur les conditions de l'enfermement qui se manifestent dans tous les pays. Ce qui ne veut pas dire que les gens ne veulent pas se protéger, je crois, mais qu'ils veulent mettre en débat des mesures relevant de la biopolitique et dès lors présentées comme indiscutables. Heureusement, on voit que la politique refait surface et qu'elle défait cet imaginaire totalitaire de la biopolitique.

On n'en a donc jamais fini avec la politique. Et on n'en a jamais fini avec les imaginaires populaires qui peuvent aussi renverser ces systèmes d'injonctions à rester chez soi. Je ne fais pas l'éloge de la désobéissance, j'observe simplement ce phénomène. Et peut-être que lorsqu'on aura un troisième ou un quatrième confinement, on arrivera à une situation où les expressions politiques ne seront plus complètement impossibles alors même que l'on se confinerait. Que les épidémiologistes, les médecins, mais aussi les responsables politiques vont élaborer des solutions pour se protéger physiquement du virus *avec* les gens, inventer des formes de confinement qui n'en sera plus un *avec* les citoyen·nes, sans s'empêcher de vivre et d'avoir des relations sociales. Tous les humains ont besoin d'altérité. Une politique qui l'ignore est vouée à l'échec.



Michel Agier, *Vivre avec des épouvantails - Le monde, les corps, la peur*. Premier parallèle, 2020

Une méfiance virale à l'égard des autorités politiques

PAR OLIVIER STARQUIT

Comme l'a illustré la récente sortie du pseudo documentaire *Hold up*, un vent de méfiance à l'égard des autorités politiques accompagne et est nourri par l'arrivée du virus et des mesures que celui-ci a engendrées. Au lieu de se saisir de cette volonté maladroite de comprendre ce qui se passe, la réaction de forteresse assiégée et néanmoins arrogante des médias dominants ne risque pas d'atténuer cette tendance. Pour parler en termes issus de la photographie, le virus est un révélateur et un agrandisseur de tendances déjà existantes.

Comment expliquer cette tendance au désamour entre citoyens et autorités politiques? Plusieurs facteurs et hypothèses peuvent être mis en avant. Outre le recours permanent à un vocabulaire qui camoufle les enjeux et n'aide pas à leur compréhension, force est également de constater que la quantophrénie toujours prégnante n'aide pas non plus: «l'obnubilation des

chiffres fait d'un moyen une finalité. En ce sens, l'économisme, c'est plus que la ruine du politique, c'est le placage au sol de l'imaginaire collectif, sans lequel on sèche sur pied. Et la décomposition du social» affirme Régis Debray¹. Cet assèchement de l'imaginaire politique engendre une panne d'idées qui n'est guère propice à réenchanter le monde et à susciter l'intérêt du citoyen.

Pour le dire autrement, et avec les mots de Donatella Di Cesare, le virus est devenu «le nom d'une catastrophe ingouvernable qui a démasqué partout les limites d'une gouvernance politique réduite à l'administration technique.»². Au sein de celle-ci, complète la philosophe italienne un peu plus loin dans *Un virus souverain*, le politique est devenu «l'expert des experts qui sait administrer mais qui ne sait plus pourquoi ni à quelle fin, qui ne sait plus, en somme choisir la fin. Et pourtant le supplice de la décision, le fardeau de la responsabilité sont le fondement de la politique.»³

COMMUNICATION PARTOUT, POLITIQUE NULLE PART

Au-delà de la sidération initiale, les représentants politiques ont jugé opportun de mettre en scène une communication formelle (moins ça peut, plus ça cause !), communication qui n'a eu de cesse de recourir à la peur pour occulter son incurie face à la pandémie. Et cela continue à des degrés divers entre la Macronie qui s'enfonce toujours un peu plus dans l'irrespect de l'État de droit et notre nouvelle ministre de l'Intérieur qui évoque le déploiement des forces en cas de nuisances sonores trop flagrantes la veille de Noël. Cette communication a également savamment, sciemment et systématiquement envisagé le problème pandémique uniquement sur le seul plan de la morale: seuls les citoyens sont responsables de la propagation du virus et en plus on les enjoint cordialement à faire montre de solidarité compassionnelle. Cette manœuvre permet d'occulter à peu de frais notre responsabilité collective et le modèle de société à l'origine de cette pandémie appelée à se reproduire *ad nauseam*. Sachant par ailleurs, comme l'indique le politologue Bruno Frère, que «les petits gestes sont autant d'élans moraux qui permettent de ne pas politiser le débat»⁴. Une sorte de

défaillance de la politique incapable de s'adresser à une communauté de plus en plus désagréée.

Mais ces premiers constats peuvent également être renforcés par deux grilles de lecture qui se complètent. Christian Salmon, dans *La tyrannie des bouffons*⁵ investit plus en profondeur cette spirale du discrédit qui trouve par ailleurs dans les réseaux sociaux sa chambre d'écho, son format, sa syntaxe et ses codes: le pouvoir grotesque personnifié par Trump, Bolsonaro, Salvini, Johnson et consorts se nourrit et a pour carburant principal le discrédit qu'il jette sur toute forme d'autorité.

WELCOME TO THE CIRCUS

Dans ce mode de fonctionnement, la chose politique prend la forme d'un cirque ou du carnaval, carnaval qui est par excellence l'expression d'un renversement de l'ordre et des valeurs. Salmon indique que dans ce mode de fonctionnement, «*les procédures de gouvernement s'imposent de moins en moins à travers des normes juridiques, de moins en moins sur la base des programmes ou de l'idéologie des partis politiques, mais de plus en plus en fonction d'un flux permanent de données captées et redistribuées et la scène politique ne fonctionne plus en vertu d'une rationalité politique attachée à la démocratie et à la délibération. Elle est complètement désinvestie ou décrédibilisée.*»⁶ Et le hic dans ce système est que le bouffon ne prétend pas redonner de l'espoir ou apporter des solutions. Ce que le bouffon met en exergue est notamment le fait que, poursuit Salmon, «*l'épidémie est intraitable au sens thérapeutique et elle est intraitable politiquement car elle met à nu l'impuissance de l'État face aux grands défis économiques, écologiques, sanitaires. Elle la souligne et l'aggrave.*»⁷

Ce pouvoir grotesque qui se caractérise par l'alliance entre un clown et des adjoints qui disposent d'une maîtrise méthodique des réseaux sociaux, vise à la continuation de la politique discréditée, mais par d'autres moyens et en faisant diversion (les frasques facétieuses de l'agent orange de Washington à l'égard du virus illustrent ce point à merveille) et en provoquant

ASSOCIER LES CITOYEN·INES À LA GESTION DE LA PANDÉMIE

Qui a dit que la gestion la pandémie devait uniquement se faire par le haut, de manière autoritaire, et les mesures décidées par un comité réduit d'expert·es, fussent-ils épidémiologistes, et de politiques? On ne peut pourtant pas considérer que ce processus descendant à l'œuvre jusqu'ici ait été d'une efficacité fulgurante... Les panels et comité de liaison citoyens comme à Grenoble présentent d'intéressantes perspectives qui montrent que face aux catastrophes, la gestion la plus démocratique possible pourrait bien être la meilleure des solutions. À la fois la plus efficace, s'adaptant aux réalités locales et sociales des différents groupes, au départ du terrain et de ses besoins, mais aussi la plus consentie et ne laissant personnes de côté. Plus de détails dans cet article complet de Médiapart: www.mediapart.fr/journal/france/081120/covid-19-grenoble-associe-des-citoyens-la-gestion-de-la-pandemie? **AB**

la disparation de «*l'homo politicus. Il disparaît au vu et au su de tous, au comble de son exposition. Le bouffon en est l'ultime forme phénoménale*»⁸.

LE TEMPS DES BOUFFONS

Thomas Decreus, philosophe flamand, utilise également le personnage du bouffon pour caractériser les dernières évolutions de la vie politique. Pour lui, «*le bouffon a évincé le roi dans la démocratie de spectacle, il l'a détrôné non pour régner à sa place mais pour triompher en tant que bouffon, pour ce dernier, le trône n'est qu'un podium*»⁹. Les élections constituent au même titre un podium permettant de mener une campagne permanente et de veiller à maintenir sa popularité au risque de dire tout et n'importe quoi. Dans ce cadre, «*le conflit politique devient un spectacle, un produit commercial et est de moins en moins l'expression de points de ruptures idéologiques fondamentaux au sein de la société*»¹⁰. La provocation, jadis arme des personnes sans pouvoir, devient l'arme de l'ordre établi pour assurer sa reproduction. Le «*spectacle crée la capacité de gouverner en neutralisant la possibilité d'un réel changement politique et en la remplaçant par le sentiment que les choses peuvent changer. La passivité qui en découle crée une condition rendant possible la capacité de gouverner et cette dernière sert au maintien de l'ordre économique et gouvernemental transnational également connu de manière générale*

sous le nom de néolibéralisme»¹¹. Et ces joutes dénuées d'intérêt, dans tous les sens du terme, lassent et nourrissent le discrédit.

Face à ces dérives où tout change pour que rien ne change, la lucidité, le refus, l'ironie et la persévérance doivent être considérés comme des outils propices à la réappropriation de la chose politique mais, comme Geoffrey Pleyers le souligne: «*panser et penser ce qui nous arrive suppose aussi de reprendre possession du temps.*»¹²

1. Régis Debray, in *Le Soir*, <https://plus.lesoir.be/338526/article/2020-11-18/regis-debray-au-soir-lecologie-est-le-premier-grand-recit-pessimiste-de-notre>
2. Donatella Di Cesare, *Un virus souverain, l'asphyxie capitaliste*, La Fabrique, p.29
3. Idem, p.50
4. Bruno Frère, «Prendre le temps du soin politique», *Politique, revue de débats*, n°112, Printemps 2020, p.31
5. Christian Salmon, *La tyrannie des bouffons. Sur le pouvoir grotesque*, Les liens qui libèrent, 2020
6. Christian Salmon, «La politique est devenue carnavalesque». Entretien avec Gérald Papy, in *Le Vif/L'Express* du 10/10/2020. www.levif.be/actualite/europe/christian-salmon-la-politique-est-devenue-carnavalesque-entretien/article-normal-1342141.html
7. Christian Salmon, *op.cit.*, p.206
8. Idem, p.201
9. Thomas Decreus, *Spektakeldemocratie*, Epo, 2020, p.53
10. Idem, p.36
11. Idem, p.66-67
12. Geoffrey Pleyers, «Les mouvements sociaux dans le monde d'après», *Politique, revue de débats*, n°112, Printemps 2020, p.147

ISABELLE STENGERS

Se libérer de l'imaginaire capitaliste ?

Isabelle Stengers, philosophe qui étudie la production des savoirs, revient dans cet entretien accordé à l'atelier des droits sociaux, que nous reproduisons ici par écrit, sur la manière dont l'imaginaire capitaliste met en danger les sciences, la démocratie et l'environnement.

Elle explique comment cet imaginaire a pu susciter des réponses prises dans la plus grande panique face à la pandémie de Covid-19. Et nous rappelle qu'il est tout à fait essentiel de continuer à développer notre capacité d'imagination solidaire pour contrer ce qui provoque les catastrophes, pandémie aujourd'hui, et désastres climatiques à venir.



*Gestionnaire de projet à l'Atelier des Droits Sociaux

Durant le confinement, toute une série de personnes ont été oubliées. On peut citer les travailleurs-euses du sexe, les SDF, les migrant-es... Est-ce que cet oubli est volontaire? Est-il le fruit d'une idéologie? Ou bien est-ce que cet oubli est inévitable dans toutes sociétés organisées comme les nôtres?

Je ne crois pas du tout que ce soit une question liée à une société qui rendrait quoi que ce soit inévitable. Il y a beaucoup de manières de faire société. Ce qu'on a fait à nos vieux par exemple, sous prétexte qu'ils étaient vulnérables, serait totalement inconcevable dans des sociétés plus traditionnelles, où on respecte les vieux. Et les respecter ce n'est pas les enfermer. Mais je pense en tout cas que le mot «oubli» est le bon parce que ce confinement doit être compris à partir d'une réaction de *panique*. Et quand il y a une panique, on oublie plein de choses ! On réagit sous le coup d'une urgence qui empêche de penser. Cette panique qui nous a pris nous a guidés dans une situation, qui a évidemment accentué toutes les inégalités sociales, tous les rapports de force... Au fond, je crois qu'on a vu une indifférence à tout ce qui n'était pas lié au maintien de l'ordre public. Et l'ordre public, on a su qu'il allait être dévasté si tout le système sanitaire était débordé. Donc les vulnérables, c'était avant tout ceux qui menaçaient de fabriquer le scandale d'un système sanitaire – fierté d'un pays développé – qui craque. On n'a pas voulu ça. Le reste, ce sont des conséquences. Et je pense par ailleurs qu'il ne faut pas trop parler de choix délibéré, c'est faire trop d'honneurs à ce qu'a été cette situation.

En termes d'intentionnalité, est-ce que pour des raisons politiques, et peut-être électorales, certaines catégories de la population sont déconsidérées, ont été peu prises en compte? On citait les SDF ou des gens qui n'existent pour ainsi dire pas pour le politique.

Ça faisait partie des inégalités sociales. Il y a des gens qui feraient mieux de ne pas exister... Ou même des gens qui ne sont pas censés exister : on pourrait ainsi parler des très nombreux travailleurs au noir qui ont été totalement livrés à eux-mêmes. Notre société est très dure. Tous ceux qui ne sont pas répertoriés comme salariés, comme ayant un statut, tous ceux-là tombent à travers les mailles, et à travers des mailles de plus en plus larges. Donc effectivement, on pourrait parler d'un calcul, mais c'est une logique. Logique qui fait qu'au fond, une qualité *administrative* prévaut sur des droits humains ou des droits sociaux.

Dernier livre paru :
Réactiver le sens commun,
La Découverte, 2020



On constate que la pandémie a généré une remise en cause croissante des processus décisionnels politiques et scientifiques. Qu'est-ce que cette défiance vous inspire?

Je crois qu'elle est plus que justifiée. Mais parler de « processus décisionnels », qu'ils soient scientifiques ou politiques, c'est déjà leur faire un compliment ! Parce qu'un processus, c'est quelque chose qui est prévu, qui s'embranché, qui se développe etc. Je crois que le confinement – et peut-être même le déconfinement – peuvent être mis sous le signe d'une certaine *panique*. Ce qui est frappant, c'est qu'on savait ce qu'il se passait en Chine, on a commencé à savoir ce qui se passait en Italie. Et pendant tout un temps, on a fait *comme si de rien n'était*. On a encore en mémoire ces passagers arrivant à Zaventem, tous surpris de ne subir aucun contrôle sanitaire. Mais on se rappelle aussi du moment où les politiques découvraient tout d'un coup qu'ils n'avaient pas les équipements et les matériaux nécessaires comme les masques par exemple !

Je ne parlais pas à ce sujet d'*impréparation*, comme si elle était contingente, comme si ça avait été une surprise. Car non, ce n'était pas une surprise : l'Organisation mondiale de la Santé avait averti que les épidémies devenant pandémies, c'était notre avenir. Il s'agit en fait plutôt d'une incapacité de penser vraiment avec cette possibilité que quelque chose vienne enrayer la normalité des choses, la routine de la croissance... Ce à quoi on a en réalité assisté, c'est aux conséquences d'un idéalisme. Celui du refus de prendre au sérieux ce qui pourrait mettre en question la toute-puissance de ce qui est jugé seule source légitime d'action et de pensée, en l'occurrence, pour nos gouvernants, la logique du marché et de la croissance. Or, quand l'idéalisme est tout à coup confronté à quelque chose auquel il ne peut plus échapper, c'est la panique ! On a donc plutôt eu affaire à un effondrement de la pensée de l'État, de la pensée de ceux qui nous gouvernent. Avec toute la brutalité d'un « on ne sait plus quoi faire, alors on arrête tout ! », avec tous les oublis et les cruautés dont on a parlé. Mais aussi avec les manques totaux d'imagination. En effet, l'idéalisme de nos gouvernants, c'est un imaginaire qui fait réalité, c'est leur horizon, c'est leur réalité. Cet imaginaire se différencie donc de l'*imagination* qui est la capacité à prévoir les difficultés, à anticiper, à savoir que ce qui est normal aujourd'hui pourrait tout à coup ne plus l'être demain – et à le penser sérieusement. Donc l'imaginaire, c'est une anesthésie de l'imagination. Et c'est bien de ça que nous souffrons.

Et en ce qui concerne les sciences, le point qui m'a vraiment fait mal c'est d'entendre dire – notamment par des médecins – « la science ». Et de voir les politiques reprendre ce terme, dire par exemple : « nous écoutons la science » parce que ça les arrangeait bien. Soudainement, dans un nouveau réflexe de panique, on a oublié la politique et c'est « la science » qui s'est mise à nous guider. Or, c'est toujours une très mauvaise idée de demander à « la science » ce qu'il faut faire, parce que ce n'est pas du tout

son boulot. Son travail, c'est de chercher à poser des questions pertinentes. Car dès qu'on dit «la science», on oublie la pertinence des questions. On fait comme s'il y avait une méthode scientifique tout terrain qui allait répondre à tout de manière objective. C'est aussi une manière de faire taire les gens, puisqu'on sait bien que les gens sont incapables de comprendre «la science». Ça m'a beaucoup frappé que la pluralité des sciences ait explosé avec cette appellation unifiante de «la science». Cette pluralité dépend justement de ce à quoi les sciences ont affaire, des questions que cela suscite et face auxquelles chaque science peut répondre d'une manière qui lui est propre. Parce que quand il s'agissait de la question «qui est ce virus?» – c'est-à-dire en termes biologiques «quel est son matériel génétique» – la réponse est venue de manière très assurée. À tel point que maintenant on peut suivre l'épidémie du virus, les trajets épidémiques, selon les mutations de ce matériel, qui au fond a une histoire. Donc on sait à peu près tout ce qu'on doit savoir du virus en tant que tel. Mais le virus en tant que tel n'est pas grand-chose indépendamment de ce qui est sa raison d'être, pour ne pas dire sa raison de vivre parce qu'il devient en vie quand il trouve un hôte accueillant. Et cette rencontre-là, ce passage à la vie, ne relève pas du tout du même type de question que celles liées à la connaissance du matériel génétique du virus : c'est tout le corps de l'hôte qui se met en branle et qui est mis en jeu. Et là, tout le savoir qu'on a sur le virus devient à peu près inutile... Or, les médecins parlent de «la science» comme si c'était simplement un ensemble de spécialités. L'épidémiologie, autre exemple, c'est une science tout à fait intéressante mais elle fait des modèles. Et ces modèles peuvent informer le politique mais pas du tout au sujet des conséquences sociales des mesures à prendre pour diminuer le taux de transmission.

Quand on mobilise «la science» pour se substituer à un processus de pensée collectif avec les gens, on perd les trois quarts de l'intelligence et on le remplace par une bonne dose de bêtise, de satisfaction et de faire semblant. Par exemple lorsqu'on entend dire qu'il n'est pas prouvé que le masque protège. Or, si ce n'est pas prouvé, alors ça n'existe pas. Depuis on sait que c'est de la blague, mais c'était évidemment quelque chose qui rassurait les politiques qui pouvaient ainsi dire «certes, on n'a pas de masque, mais ce n'est pas grave». On a même dit que les masques portés par les Chinois, les Japonais etc. c'était de la culture, leur culture, mais que les masques en fait cela ne servait à rien. Donc, quand cela les arrange, les politiques s'emparent du «ce n'est pas prouvé» avancé par certains, alors que les autres se taisent parce que cela ne se fait pas de rappeler qu'on n'a pas essayé de prouver. Et ces politiques n'écouteront pas ces autres scientifiques que sont les psychologues qui pouvaient

«Ce à quoi on a en réalité assisté, c'est aux conséquences d'un idéalisme. Celui du refus de prendre au sérieux ce qui pourrait mettre en question la toute-puissance de la logique du marché et de la croissance.»

témoigner du dégât que ça pouvait faire sur les enfants que de perdre leur vie sociale. C'était un problème qui se posait évidemment dès le départ mais qui est devenu tout à coup posable et exprimé quand on pouvait commencer à penser déconfinement.

La science était donc en fait *soumise* à la non-décision politique. C'est un processus profondément vicieux. Et ce qui est grave c'est qu'à cause de cela, on peut facilement perdre confiance en des sciences qui pourraient avoir quelque chose à nous dire et être intéressantes face à cette pandémie. Mais quand on traite les gens comme des idiots et qu'on leur demande d'avoir confiance dans ce qui n'est pas fiable, on se retrouve devant des sceptiques généraux. Et ça c'est une catastrophe culturelle.

On sait le rôle que jouent les humains dans les modifications dans leur environnement, dans la manière dont ces modifications l'impactent, notamment sur cette question de la pandémie. Est-ce qu'on peut espérer que ce qui s'est produit va questionner et modifier notre rapport à l'environnement ?

On devrait pouvoir l'espérer, d'autant plus qu'on peut s'attendre à une succession de pandémies. Celle-ci est la première qui réussit merveilleusement pour le virus, mais ça ne sera sans doute pas la dernière. Les virus sont des machines à inventer. Je parle à dessein de *machines* et pas d'êtres vivants, parce que leur seule raison d'être, c'est de rencontrer un hôte qui l'accueille et qui lui donne l'hospitalité. Parfois ça se fait au détriment de cet hôte, mais ce n'est pas en soi le projet du virus. Le virus ne devient vivant, que s'il rencontre cet hôte-là, donc les virus mutent à toute

vitesse, ils innoveront dans tous les sens pour maximiser ses chances de rencontrer l'hôte béni qui lui permettra de faire partie de la vie. On pourrait même dire que c'est un exilé de la vie qui essaie de trouver une terre d'accueil ! Et parfois ça se passe bien. Ainsi, beaucoup de choses qui nous constituent en tant que mammifères, nous le devons à des virus qui ont su exister avec et dans les cellules, et permettre à des tissus cellulaires d'innover. Le placenta par exemple, qui caractérise les mammifères, est une invention virale. Notre génome est plein de restes de virus qui ont réussi à s'acclimater au fil du temps !

Évidemment, dans notre monde, les chances de rencontres et de possibilités de faire une innovation fructueuse pour les virus sont démultipliées par le fait que tous les milieux sont dévastés et

envahis par les humains, sans parler des élevages industriels qui sont de merveilleux incubateurs d'innovation pour les virus. Donc, la manière dont nous maltraitons la nature, dont nous maltraitons nos milieux, comme nous maltraitons d'ailleurs les milieux humains, est pleine d'occasions en or pour les virus. Et une fois qu'ils ont réussi à infecter un humain, ils découvrent un monde, le monde globalisé où tout circule, un monde qui est presque fait pour qu'ils puissent se propager. Avant, ça pouvait prendre des années avant qu'une épidémie puisse traverser un continent et aller d'un continent à l'autre. Ici, ça a pris quelques semaines grâce aux transports, à l'avion... Nous sommes donc d'une imprudence forcenée en ce qui concerne cette nature et la manière dont elle peut devenir menaçante.



« ceux qui ont peur, ce sont ceux qui refusent le progrès ». L'imagination, elle, nous parlerait des risques...

Du coup, ce qui est frappant quand on parle de l'ensemble des catastrophes climatiques qui ont déjà commencé, c'est qu'on a affaire à l'idéalisme que j'évoquais au sujet de la pandémie, mais cette fois-ci sur des temps plus longs : on sait bien que ça va arriver, mais on va quand même faire comme si rien n'allait se passer, comme si un miracle allait nous sauver... C'est une réaction typiquement idéaliste de ne rien faire à part répondre par des rhétoriques rassurantes.

Mais il y a pire. Une pandémie, c'est une crise. On ne sait pas encore si ça soldera par des centaines de milliers de morts ou, comme la grippe espagnole, par des millions de morts, mais par définition, une crise finit par passer. Cette crise prend place, avec le ravage de la nature, dans l'ensemble des pratiques humaines d'exploitation, d'extraction et de combustion qui nous amènent au désordre climatique. Or, le désordre climatique, lui, n'est pas une crise : il ne passera pas. Nos descendants et les descendants de nos descendants y auront encore affaire sur des siècles et des siècles dans le meilleur des cas... c'est-à-dire s'ils survivent. Et d'autre part, ce désordre climatique active ce que les humains ont eux-mêmes mis en route, c'est-à-dire la sixième extinction qui nous menace non seulement nous, humains, mais aussi la plupart des animaux... Les virus ne sont pas des vivants mais leurs hôtes principaux que sont les bactéries, elles, ne s'éteindront pas : il y aura la vie sur terre. Mais la vie de notre ère, elle, pourrait bien s'éteindre comme la vie à l'époque des dinosaures s'est éteinte.

Capture vidéo : « Covid 19 / Le monde de demain. Se libérer de l'imaginaire capitaliste ? », Atelier des Droits Sociaux asbl

Je comprends les activistes quand ils disent : « Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend ». Parce que cette capacité idéaliste de ne rien faire, cette anesthésie de l'imagination, elle s'est imposée là où toutes les interdépendances, toutes les solidarités ont été, et sont toujours, sapées et réduites à l'impuissance. Ou encore, réduites à une espèce de sacrifice « altruiste » : ça c'est bon pour les saints qui se sacrifient pour les autres, mais l'homme normal, lui, veille à ses intérêts et ne veille qu'à ses intérêts en bon égoïste natif qu'il serait... Eh bien si la nature avait été peuplée d'égoïstes, il n'y aurait plus de nature. Nous savons désormais que la nature existe à travers des interdépendances multiples et enchevêtrées, et que le ravage de la nature, c'est précisément la destruction de mondes, ou d'écosystèmes, qui tiennent par l'interdépendance entre les vivants qui y coexistent. Ainsi, détruire les interdépendances qui se tissent dans le sol, c'est tuer sa fécondité, c'est ne plus avoir que des cultures qui vivront seulement par les intrants c'est-à-dire les engrais et les pesticides qui nous empoisonnent. Ce sont les monocultures qui sont aussi vulnérables aux épidémies que nous le sommes désormais.

Comment comprendre qu'il y ait ce maintien d'un rapport à l'environnement qui le chosifie, qui le rend tout simplement inerte, comme si on pouvait l'utiliser à notre guise sans qu'il y ait des conséquences ?

Cette idée se maintient parce qu'elle fait partie de ce régime qu'on appelle capitalisme, y compris pour le capitalisme socialiste. On exploite ce qui peut être exploité, on extrait ce qui peut être extrait, et le reste est déchet. Ça fait partie de l'histoire dans laquelle nous avons été embarqués et dans laquelle nous avons embarqué le reste du monde par colonisation interposée. Nous avons détruit des manières de vivre qui étaient prudentes à l'égard de la nature. Nous avons fait voler en éclat toute possibilité de faire attention, tout souci des conséquences. Cette idée que c'est notre rôle de dominer la nature fait là encore partie de l'imaginaire. Celui-là même qui nous dit :

Vous mettez bien l'accent sur le danger des changements climatiques et de l'absence de réponses face à cela. On voit que ça s'accompagne aussi de danger sur les droits sociaux, si cela suit la tendance amorcée durant ces dernières années, on peut craindre le pire pour l'avenir. Doit-on également craindre le pire sur les questions de démocratie et de vivre ensemble qui sont censées être le socle de nos sociétés ?

La démocratie peut prendre plusieurs formes, elle peut suivre deux extrêmes. D'une part, se réduire à l'art de diriger un troupeau sans qu'il se révolte, en le rendant donc docile par tous les moyens. D'autre part, tendre vers l'exigence sans cesse reconduite et sans cesse approfondie que les gens *pensent ensemble*. Ça peut se faire en tension et en conflit mais ils pensent ensemble et ils essaient de faire sens en commun quant à l'avenir qui serait possible pour eux.

C'est donc une forme d'interdépendance: on pense avec les autres et grâce aux autres. Cette forme de démocratie pour qui l'interdépendance et la croissance de la conscience des interdépendances (et donc de l'enrichissement qu'elles suscitent), est effectivement sapée de tous côtés, c'est ce qu'on appelle la démocratie sociale. Elle a été portée par les mouvements ouvriers. Les droits sociaux, ou plutôt la solidarité sociale, n'ont pas été créés par l'État, mais l'État les ont repris en main. Et il peut à présent dire à ceux qui s'appellent désormais des *bénéficiaires*, qu'il les a attribués et qu'il peut les rogner et même vous les ôter. L'État peut donc effectivement détruire les droits sociaux à mesure que la démocratie sera de plus en plus l'art de mener les troupeaux.

« Une pandémie, c'est une crise qui par définition finira par passer. [...] Le désordre climatique, lui, n'est pas une crise: il ne passera pas. Nos descendants et les descendants de nos descendants y auront encore affaire sur des siècles et des siècles dans le meilleur des cas... c'est-à-dire s'ils survivent. »

Par exemple en dressant le troupeau contre ceux dont on lui dit qu'ils sont les brebis galeuses comme les chômeurs, ces paresseux, ces profiteurs. Les chômeurs sont devenus des suspects contre lesquels les honnêtes gens qui ont du travail se révoltent et demandent qu'on les protège. Donc ce n'est plus seulement « malheur au vaincu » mais: « malheur à tout le monde »! Parce que tout le monde apprend à penser comme partie d'un troupeau où chacun est dressé contre les autres, où chacun accuse docilement les autres d'être responsables de leur situation. Il faut alors de l'imagination pour résister à la tentation du « le chômeur, il n'a qu'à trouver un travail ». Une imagination solidaire. Je suis rentrée aux Droits de l'Homme et à l'atelier des droits sociaux notamment à cause du destin fait au chômeur. Au moment où la crise de l'emploi s'installait, se sont imposées des mesures contre les chômeurs mis sous surveillance. Puis des mesures pour motiver les chômeurs c'est-à-dire pour les forcer à vivre dans l'imaginaire de trouver un travail, à faire les gestes comme s'ils y croyaient: c'est tout ce qu'on leur demande mais ils doivent le faire. Là, je me suis dit qu'on nous forçait à penser contre la réalité. Ceci n'est plus une démocratie, je ne dirais même pas que c'est une démocratie en danger, c'est une démocratie en pourriture.

Le confinement a peut-être été un moment où la conscience s'est aiguisée pour beaucoup de gens qui se sont retrouvés dans cette situation exceptionnelle. Et en même temps, il y a cette petite musique qui nous dit: « ce n'est qu'une parenthèse, il faut continuer comme avant ». Quelles perspectives justement pour celles et ceux qui disent maintenant qu'il est temps de changer de chemin?

Je crois d'abord qu'il ne faut pas trop camper sur l'idée que la méfiance envers ceux qui nous gouvernent va faire nous libérer, et que le « monde d'après » va être différent parce que nous aurons compris ce que nous devons aux infirmières, aux éboueurs, aux conducteurs de bus... Parce que la méfiance ça peut aussi produire du mépris, du ressentiment, de la xénophobie. Bien sûr, il faut ne rien laisser passer, être récalcitrant, n'admettre aucun argument sans savoir qu'il est piégé. Mais surtout savoir qu'ils ne feront un peu autrement que si on les y contraint. Il ne faut pas croire qu'ils ont, eux, appris la leçon. Il faut par exemple se souvenir qu'après la crise financière, on nous avait dit que tout allait changer et on a eu l'austérité... Il faut conserver les mémoires et les récits, il faut raconter comment ça va se passer avant que ça ne se passe. Il faut se fabriquer des *immunités* contre cela. Et sans doute fabriquer les alliances qui sont tout à fait nécessaires. Dans l'action, les activistes anticapitalistes et les syndicalistes peuvent s'entendre et faire cause commune face à ce qui est en train d'arriver. Je crois qu'il est temps de creuser ces histoires de solidarité improvisées parce qu'il y aura du chantage à l'emploi, parce qu'ils diront « nous, nous défendons ceux qui veulent vraiment du travail » etc. Il y aura de tas de manœuvres de division, c'est déjà en préparation. Il faut donc s'attendre à ça. Il faut réussir à faire que ce qui a pu naître comme imagination et comme refus, se défende contre tous les poisons qui vont être administrés. On est dans un moment où on ne peut pas espérer, parce qu'ils ne lâcheront rien et qu'ils sont très forts. Par contre, c'est un moment où on n'a pas le droit de désespérer. Parce que tout ce qu'on apprendra pour leur résister, c'est autant de choses qui permettront à nos descendants de s'entraider et d'échapper à la barbarie du chacun pour soi.

Cet entretien est une retranscription relue et remaniée par Isabelle Stengers d'un échange avec Naïm Kharraz intitulé « Se libérer de l'imaginaire capitaliste? » réalisé par l'atelier des droits sociaux dans le cadre de la passionnante série de rencontres « Covid-19/ Le monde demain: (r)évolution ou régression sociale? ». Ce cycle propose les analyses de différents acteurs et actrices actifs sur les terrains sociaux ou spécialistes de différents secteurs au sujet des conséquences et ce qu'ils ont observé lors de la première vague. Vous pouvez retrouver cet échange complet ici: www.youtube.com/watch?v=WTHVqvH2Bvg

L'école au temps de la pandémie

On partira ici d'un constat: la «puissance de la multitude» (des «groupements humains») est, de façon générale, captée par le pouvoir politique. Pour citer Étienne de la Boétie au sujet du souverain : «*Comment a-t-il aucun pouvoir sur vous, que par vous?*»¹

Au départ de cette capture première, l'État procède par institutionnalisation: «*Il suffit d'une première capture pour que tout le massif institutionnel se mette à buissonner irréversiblement*»². Et il est aisément compréhensible que l'École soit une des branches maitresses du «buisson institutionnel»: on voit immédiatement quel rôle de formatage elle peut jouer pour adapter ses sujets à «*la manière de vivre qui semble la bonne*»³ à l'État.

LES «IMAGINAIRES»

Pour que l'autorité d'une institution perdure, il faut qu'elle soit investie d'un «imaginaire» (d'«affects communs») et que ceux-ci soient partagés par un groupement humain suffisamment important pour que d'autres affects – mais cette fois réactionnels – ne puissent s'imposer à leur tour.

L'imaginaire scolaire est appréhendable selon trois pôles – éducatif, socialisant, et utilitaire. Sans entrer dans le détail des évolutions que tous ont connues, on peut par exemple montrer que le pôle éducatif est passé de l'«imaginaire» de «*l'instruction et de l'émancipation de chacun par le savoir rationnel*» au 19^e siècle à la mission contemporaine visant à «*rendre chacun capable de saisir [de son propre chef] les opportunités et de faire les bons choix [individuels] pour piloter sa vie*»⁴.

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

En période pandémique, l'École s'est vue tenue, au mieux, comme une variable d'ajustement. Peut-on espérer que ce traitement, s'ajoutant à une constante dévaluation de l'instruction, soit de nature à susciter un affect réactionnel assez puissant pour qu'on repense collectivement toute l'institution?

De façon générale, l'évolution des trois pôles les a conduits, à faire en sorte que, dans une société multiculturelle-mondialisée, chacun devienne le pilote égoïste de sa vie, ce à quoi sert un *seuil d'employabilité* auquel il faut au minimum conduire les élèves.

LA LIGNE GÉNÉRALE: L'ENQUÊTE PISA

Aujourd'hui, c'est sans doute l'enquête PISA (en français: *Programme international pour le suivi des acquis des élèves*) qui rend le mieux compte de quels affects se soutient l'école. PISA vise de fait à «*établir un repérage précis des besoins de l'économie afin de le mettre au service des experts [...] chargés du dossier de la politique éducative*»⁵: les résultats des enquêtes servent aux pays membres de l'OCDE «*de sources de renseignements précieux pour la préparation des jeunes générations à "affronter les situations de la vie courante" et à "relever les défis du monde réel"*»⁶ – la vie courante et le

monde réel étant réduits à «*l'économie de marché généralisée perçue implicitement comme horizon indépassable de la modernité contemporaine*».

AU TEMPS DE LA PANDÉMIE

En tant qu'institution seconde, l'École est donc soumise à l'État: à *la manière de vivre qui lui semble la bonne*. Mais depuis le surgissement de la Covid-19, on aura constaté que le «bon» aura été fort difficile à cerner. On ne fera pas l'inventaire des mesures, demi-mesures et contradictions auxquelles l'ensemble des assujettis scolaires ont été soumis, on pointera simplement la cacophonie des discours qui en ont fait un laboratoire géant: «*D'un point de vue épidémiologique, on va en apprendre beaucoup grâce à cette rentrée [du 16 novembre 2020]*»⁷ ou de ceux qui ont minimisé, voire ignoré le risque, le tout sous contrainte économique – «*Forcément, pour que les gens puissent travailler, c'est mieux que leurs enfants aillent à l'école*»⁸.

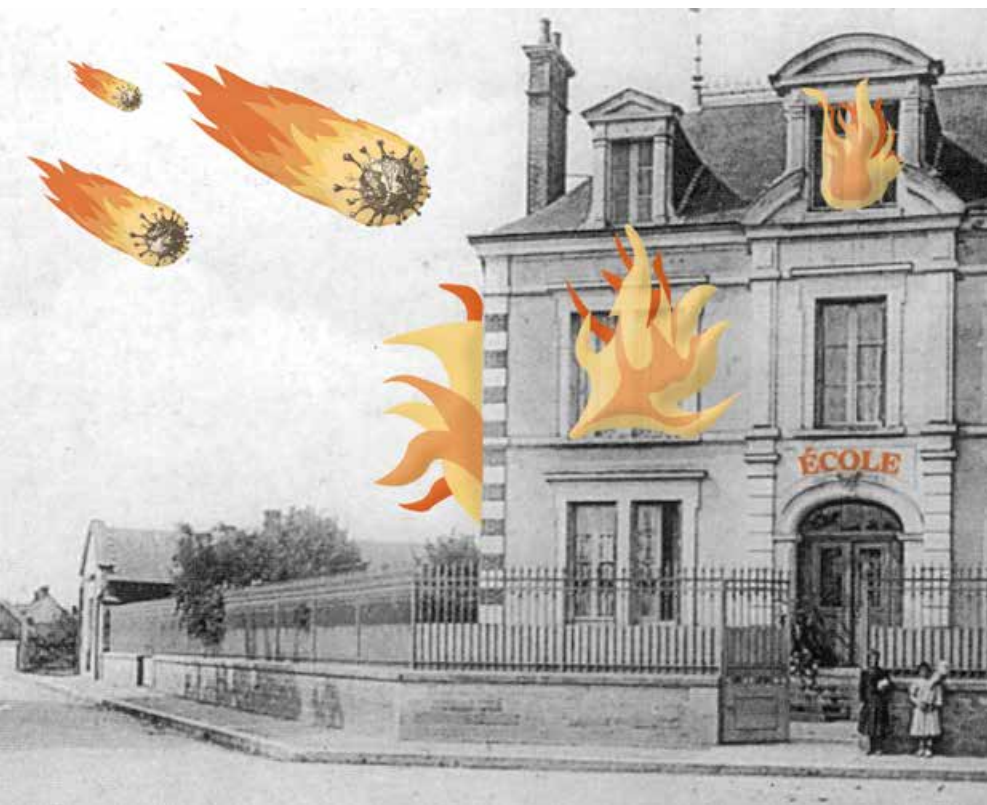


Illustration : Emmanuel Troestler

LES PORTES S'ENTROUVRENT ?

Mais au sein du chaos, des parts concrètes des imaginaires en cours sont tombées, qu'on pensait durablement acquises, notamment celle des sacro-saintes épreuves de fin d'année – supprimées en 2020 – et avec elles, l'évaluation méritocratique, basée sur les « notes obtenues » et remplacée par la « bienveillance » à laquelle ont été invités les conseils de classe.

Des évènements exogènes se sont donc montrés capables de remettre en cause un fonctionnement pluricentenaire et d'ouvrir des brèches dans les déclinaisons de l'imaginaire néolibéral qui colonise l'école. La situation endogène – la dévaluation permanente des fonctions éducatives – est aussi à même, un jour ou l'autre, de transformer en révolte les affects tristes qu'elle engendre.

La porte s'entrebâille : il faut insister, pousser jusqu'à sa complète ouverture. Une autre école est possible, qu'on vient, pour commencer, de montrer bienveillante et peu soucieuse des « points ».

Le chantier qui s'ouvrirait ainsi nécessite que soient d'ores et déjà mobilisés d'autres imaginaires et l'on ne part pas de rien. Les pédagogies dites alternatives – déjà largement expérimentées (Montessori, Freinet, Decroly, etc.) – ou d'autres plus radicales encore, comme l'École mutuelle⁹ ou la mise en place de principes libertaires¹⁰, offrent des socles puissants à une réinvention globale.

L'on se baserait ainsi sur deux affirmations fondamentales et interconnectées :

- « *L'enfant n'est la propriété de personne* » : « *son épanouissement physique est tout aussi important que son épanouissement moral, [...] son épanouissement manuel est tout aussi important que son épanouissement intellectuel* ».
- L'école peut (doit) « *instruire un homme créateur qui puisse changer la réalité ou la percevoir autrement au lieu de la reproduire par rapport à ce qui est attendu* »¹¹.

Tout ceci implique immédiatement que les enseignants ne soient plus occupés à plein temps et que les adultes – auxquels l'« école mutuelle » ajoute les élèves

eux-mêmes – quelle que soit leur profession – *ingénieurs, comédiens, mathématiciens, danseurs, scientifiques, philosophes, artisans*, etc. puissent enseigner.

Ouvrir l'école et former des humains créateurs d'une nouvelle réalité, c'est là une tâche des plus urgentes, dont la pandémie, en faisant voler en éclat un modèle figé, a montré qu'elle n'était pas insurmontable pour autant qu'on s'agrange les « profs », fatigués d'être tenus dans le mépris qui caractérise l'époque...

1. *Discours sur la servitude volontaire*, Étienne de la Boétie.
2. Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*. La Fabrique, 2015.
3. *Ibid.*
4. D'après *Les trois rôles sociaux de l'institution scolaire, un imaginaire commun* de Dominique Grootaers. www.legrainasbl.org/index.php?option=com_content&view=article&id=466:les-trois-roles-sociaux-de-l-institution-scolaire-un-imaginaire-commun&catid=9&Itemid=103
5. Alain Trouvé, *L'enquête PISA, un simple outil de comparaison et d'évaluation ?* books.openedition.org/purh/1593?lang=fr
6. On trouvera un aperçu des considérations de l'OCDE dans l'une quelconque de ses différentes publications. Par exemple ici : *Stratégie 2019 de l'OCDE sur les compétences. Des compétences pour construire un avenir meilleur* – OCDE – www.oecd.org/fr/emploi/strategie-2019-de-l-ocde-sur-les-competences-9789264313859-fr.htm Ou ici : *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social* – OCDE – www.oecd.org/fr/education/innovation-education/1870581.pdf
7. Martial Moonen, chef du service de médecine interne et infectiologie à la Citadelle à Liège cité par Lise Cassoth dans « *Infectiologie : est-ce une bonne idée, cette rentrée scolaire ?* », *L'Avenir*, 17/11/2020. www.lavenir.net/cnt/dmf20201116_01529442/infectiologie-est-ce-une-bonne-idee-cette-rentree-scolaire
8. Caroline Désir dans son entretien avec Quentin Joris & Mathieu Colleyn « *L'école n'est pas le moteur de l'épidémie* », *L'Echo.be*, 16/11/2020 www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/caroline-desir-l-ecole-n-est-pas-le-moteur-de-l-epidemie/10265078.html
9. On peut se référer au fort intéressant *L'école mutuelle : une pédagogie trop efficace ?* d'Anne Querrien (Les Empêcheurs de Penser en rond, 2009).
10. Voir par exemple www.entreeslignes.be/humeurs/1%E2%80%99avenir-de-1%E2%80%999C3%A9cole/revenir-sur-les-principes-libertaires
11. *Ibid.*

La puissance inquiétante des « covidosceptiques »

PAR JEAN CORNIL

« Le fait est que les faits ne nous suffisent pas » écrit Régis Debray dans *Les communions humaines*. Cette formule résume à elle seule toute la condition anthropologique de l'espèce humaine. Animal symbolique, l'humain accorde une place centrale aux « réalités irréelles », tel un adorateur de l'invisible qui a besoin de se sentir intégré à une totalité supérieure au travers d'un dieu, d'un totem, d'une terre, d'un texte ou d'un concept. « Que ferait-on sans le secours de ce qui n'existe pas » écrivait Paul Valéry.

Mais, au cours de l'histoire, ces échafaudages symboliques, dont l'efficacité dépend des époques comme des cultures et où les religions ont, jusqu'à présent, récolté plus de succès que les utopies, sont partiellement déconstruits par les révolutions cognitives du 17^e siècle. Désormais, dans le sillage des savants et en rivalité avec les spiritualités et les théologies, la science moderne, fondée sur l'argumentation et la démonstration plutôt que sur la conviction et la croyance, impose progressivement ses paradigmes. Jusqu'à une rationalisation absolue du réel au détriment de la conscience et de la morale qui ne riment plus guère avec les découvertes technologiques. Cette évolution s'illustre singulièrement dans le domaine militaire depuis Hiroshima. Le remède est devenu un poison qui désenchanté totalement le monde.

Alors, comme un tragique retour de balancier, les facteurs dits de progrès et les facteurs dits de régression se rééquilibrent. Le récit structuré de la destinée humaine, bâti sur la critique historique, avoisine avec les historiettes les plus saugrenues. Les vérités, toujours provisoires, ancrées dans l'enquête et la recherche, cohabitent de plus en plus avec les fantasmes du complot, les fake news et les informations alternatives « post-vérité ». Grand retour aux illusions archaïques, aux pensées primaires et aux affirmations péremptoires. La matrice cartésienne prend l'eau de toutes parts.

Aux efforts pédagogiques des virologues et des microbiologistes, répondent le rejet du masque, les succès fulgurants du documentaire « Hold-Up », le pillage des magasins d'armes, l'effondrement des ventes de la bière Corona ou le stockage d'écaillés de pangolins.

La vague conspirationniste s'est amplifiée avec la pandémie. Mais les prémices de l'érosion de la culture du raisonnement scientifique fermentaient déjà bien auparavant et ce, au-delà des cercles de militants d'extrême-droite, de quelques sectes d'illuminés ou des tweets incendiaires de l'ancien locataire de la Maison blanche. Le doute, le soupçon, le relativisme et les récits alternatifs prospèrent avec un succès inégalé.

L'analyste Jérôme Fourquet évoque le poids des séries américaines dans les représentations collectives des générations les plus récentes et la perte de crédit des discours scientifiques pour expliquer l'inflation de ces croyances¹. Rappelons que plus de la moitié des Américains estiment que le récit biblique représente la vérité de l'histoire humaine et que le darwinisme constitue une imposture. Le procès du singe n'est pas terminé. Cet essor de l'irrationnel voisine depuis longtemps avec les crises sanitaires et monte encore en puissance à l'époque des réseaux « sots-ciaux », du délitement du lien social et des normes de réciprocité et de confiance,

délitement entretenu par la communication à distance propre au net, le confinement et les gestes barrières.

Dès l'épidémie de grippe dite espagnole en 1918, le port du masque est contesté. On invoque déjà la tyrannie de l'hygiène, la version ancienne du « sanitaire correct ». On dénonce les interdictions, imposées par l'État, de cracher dans les lieux publics au nom de la lutte contre la tuberculose, ou l'obligation, à Paris dès 1883, de placer les déchets ménagers dans des poubelles, du nom du Préfet qui prit cet arrêté pour lutter contre la propagation des maladies. Comme le rappelle François Reynaert, d'autres combats de santé publique, tels le port obligatoire de la ceinture de sécurité en voiture, le casque pour les motards, la lutte contre l'alcool au volant ou les obligations de vaccination contre la variole au 19^e siècle, ont suscité de violentes réactions². Des oppositions féroces construites toujours sur les mêmes arguments : la défense de la liberté individuelle et l'indignation face à des pouvoirs publics qui entendent tout régenter. Bref, le droit « de prendre les risques que je veux ».

Bien évidemment toutes les dérives liberticides et totalitaires peuvent pointer le museau au cœur de ce dosage, au réglage subtil, entre les droits et les libertés fondamentales d'un côté et, de l'autre, l'intérêt sanitaire général. Les projets annoncés de vaccination, gratuite et non-obligatoire, relèvent sans doute du test de vivacité démocratique et d'empathie collective. Mais gageons que la pulsion idolâtre, comme les prétendus desseins cachés de puissances occultes, gagneront hélas à nouveau du terrain, notamment virtuel, sur l'esprit critique et sur la démarche rationnelle.

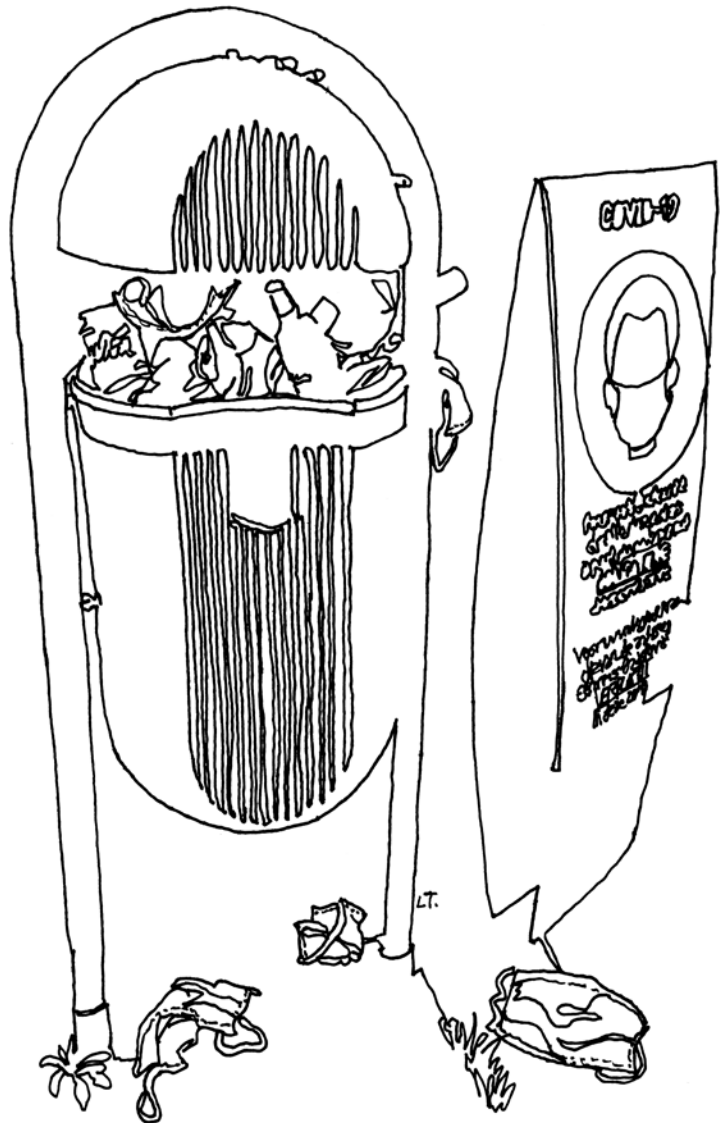
1. Jérôme Fourquet, *L'archipel français*, Seuil, 2019
2. François Reynaert, « "On n'a plus le droit de rien", ce tube indémodable », *L'Obs* du 24 septembre 2020.

DENIS HUART (LSEL)

« La marchandisation de l'hôpital met en balance des intérêts sanitaires avec les intérêts économiques »

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

La santé en lutte (LSEL) mène un combat de terrain sur les conditions de travail des soignant·es et contre la marchandisation de la Santé. Dans cet entretien, Denis Huart, membre de LSEL et infirmier, nous rappelle la centralité de la crise de l'hôpital dans cette « crise Covid » qu'ont préparé les politiques d'austérité et le *new public management* à l'hôpital. Il développe une vision de la santé publique qui va bien au-delà des seuls soins mais qui rejoint aussi des problématiques sociales, culturelles, écologiques en tant que facteurs qui jouent un rôle sur la santé. Il s'agit aussi, face à une politique gouvernementale menée par le haut et qui a montré toutes ses limites, d'esquisser une autogestion de la santé afin de prévenir les catastrophes.



Est-ce qu'une grande partie de ce qu'on appelle la « crise Covid », ce n'est pas tout simplement une crise de l'hôpital et de la santé publique, issue de l'abandon d'une logique de soins au profit d'une logique de vente de soins ?

On gère l'hôpital en pleine crise Covid comme on le gérait avant, c'est-à-dire en essayant de limiter au maximum les pertes financières, et les investissements structurels, et en essayant d'obtenir un certain niveau de rentabilité. En essayant aussi d'exploiter un maximum ce qui est exploitable, que ce soit les salarié-es ou la bonne volonté de la population. On a ainsi vu les directions hospitalières faire des appels aux dons pour des respirateurs ou faire des appels à bénévolat pour pallier une absence de financement correct face à la crise...

On n'écoute pas l'expertise, celle des scientifiques (qui avaient clairement annoncé la deuxième vague qu'on vit aujourd'hui), comme celle des travailleurs-euses de terrain qui alertent sur le manque de bras et de matériels pour faire face. Résultat: sept mois après la première vague et le premier confinement, on doit reconfiner, il n'y a pas de dépistage massif, et on maintient même des gens malades au travail ! En fait, la logique de marchandisation de l'hôpital met en balance des intérêts sanitaires avec les intérêts économiques. C'est pourquoi on va réduire les financements publics pour essayer de pousser le système de soins vers le secteur privé. C'était déjà le cas avant la crise Covid, cela continue aujourd'hui, même par temps de crise.

On souffre d'un manque de vision à long terme d'entretien et du soin du bien commun au profit d'une vision très court-termiste du profit qui ici, a été notamment guidé par la volonté de vouloir à tout prix rattraper le retard économique dû au premier confinement. C'est un mode d'action très général dans notre société, qui ne concerne d'ailleurs pas seulement les soins: c'est aussi pour ça qu'on exploite la planète et qu'on pollue massivement.

Ce qui avait marqué la première vague, c'était plutôt le scandale des pénuries de matériels – on se rappelle de la saga des masques. Aujourd'hui, est-ce que c'est plutôt la question du manque de relève d'un personnel soignant à bout, au moment même où il doit tout donner ?

Sauf qu'on a dû assumer les milliers de morts de la première vague pour que la question de la pénurie de matériels soit réglée ! Ça reste un problème qu'on doit attendre des catastrophes humanitaires pour gérer la question des stocks. Aujourd'hui encore, on a un fonctionnement général de l'hôpital à flux tendu, où on considère tout stock comme capital mort. Or l'argent du capital ne peut pas rester immobile, comme dans une entreprise privée, il doit donc sans cesse circuler. Dans l'hôpital, là où je travaille, on est toujours en limite de stocks. Parce que faire dormir 10.000 euros de masques dans une cave, c'est autant d'argent qui ne contribue pas à la maximisation des profits. C'est la dynamique libérale générale. La pénurie est donc toujours présente sur le terrain et on a gardé les habitudes

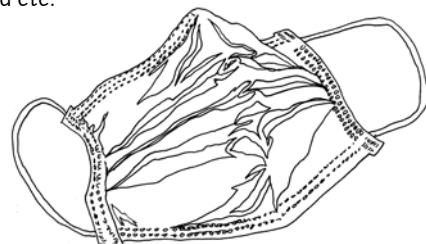
prises lors de la première vague comme garder la même blouse de protection pour plusieurs isollements ou conserver notre masque huit heures alors qu'il n'est valable que trois heures. Et les masques FFP2 sont toujours denrées rares. J'ai des collègues qui rentrent encore dans des isollements patients Covid sans ceux-ci. De nombreux collègues sont tombés malades parce qu'ils ont été en contact avec des patients ou des collègues Covid positifs à l'hôpital, une collègue de Saint-Pierre en est morte. Tant qu'il y aura une pression financière sur l'utilisation du matériel, on devra limiter un maximum son usage. Ce qui crée un risque pour les travailleurs-euses.

Ça veut dire que ça tient sur le terrain tant bien que mal plus par la débrouille des travailleurs-euses que par l'attribution de moyens supplémentaires ?

Ça tient essentiellement à un rapport de force entre les travailleurs-euses avec leur hiérarchie, cette dernière distillant les moyens de protection au compte-goutte, pour des questions d'économie et des questions de pénurie. En fait, il y a une pression financière énorme sur l'hôpital. Il faut savoir que les aides qui ont été octroyées aux institutions de soins sont des aides momentanées. Quand Frank Vandembroucke, ministre fédéral de la Santé, dit qu'on va injecter deux milliards pour les hôpitaux en fait ce sont des prêts... qu'il faudra donc rembourser. On a donc en fait *endetté* les hôpitaux de deux milliards supplémentaires, ce qui rajoute une pression financière d'autant. Certes, ce prêt permet aujourd'hui aux hôpitaux de pouvoir faire tant bien que mal face à la crise Covid. Mais on va devoir payer... La pression à la rentabilité va encore augmenter sur les directions hospitalières pour chercher à faire des économies: les travailleurs-euses vont devoir le payer en sueur, en difficultés de travail, en pression managériale.

D'autres facteurs jouent sur la fatigue des travailleurs du secteur. Les hôpitaux fonctionnent en grande partie au financement à l'acte: une radiographie, la consultation d'un docteur, une injection que fait une infirmière... vont donner lieu à un financement pour l'hôpital qui les prescrit. Le financement ne s'opère donc pas en fonction des besoins des hôpitaux mais en fonction de ce que les soignants vont pouvoir réaliser comme acte. Cela entraîne une pression à la rentabilité et à la productivité sur le personnel poussé à multiplier les actes techniques et médicaux. Avec la première vague et l'arrêt de nombreux services (consultations, examens, blocs opératoires...) il y a eu une chute des revenus et des moyens de financements que les hôpitaux ont voulu rattraper dès juin. Les soignantes ont alors connu un turnover d'acte et d'opération très intense empêchant le relâchement des mois de juillet et août qui leur permet habituellement de souffler. D'autant que les congés n'ont pas été octroyés sur ces mois d'été.

On s'est donc retrouvé en septembre avec une pression très importante et pas de repos.



Pourquoi le gouvernement est-il capable de décider de confiner toute la population, mesure qui va sans doute in fine coûter infiniment plus cher économiquement (sans compter les conséquences sociales, culturelles, psychologiques...) que d'investir pour renforcer le système de soin et les outils de préventions comme un testing de masse qui pourraient l'éviter?

C'est le *business as usual*, l'idée de ne pas changer de cap même si tout s'effondre. Il y a un certain formatage de la classe politique sur des dogmes libéraux. On est aujourd'hui loin de l'idée « d'aplatir la courbe » de la première vague c'est-à-dire de briser net la dynamique de la contamination. Car le fait, sous pression de la FEB, de ne pas avoir voulu « confiner la consommation » et d'avoir maintenu les entreprises ouvertes le plus longtemps possible risquent de rallonger la durée de la deuxième vague à un haut niveau. Et pour cause, fermeture des secteurs non essentiels et mise au chômage temporaire généralisée grèvent à la fois les profits des entreprises et le budget de l'État. Faute d'une volonté d'aller chercher cet argent sur, dixit le gouvernement Vivaldi, « les épaules les plus larges », on a préféré se contenter de mesures à minima, malgré tous les signaux d'alerte. Arrive à un moment ce qui devait arriver, un peu comme dans l'histoire de la personne qui chute d'un immeuble et qui se dit à chaque étage passé « jusqu'ici tout va bien », jusqu'au moment où... il faut confiner.

Un autre aspect de cette gestion gouvernementale, c'est par ailleurs de rendre les individus responsables de l'évolution de l'épidémie...

Le gouvernement culpabilise la population en affirmant que c'est en famille qu'ont lieu les contaminations, que c'est en raison de vos comportements irresponsables que vous l'attrapez. Or, les premières analyses disponibles laissent plutôt penser que les deux premiers lieux de contamination sont l'école et l'entreprise, deux lieux qui ont été très mal gérés par les autorités.

On peut aussi analyser cette culpabilisation à partir du tracing [*traçage des cas contacts NDLR*]. Celui-ci consiste actuellement en l'identification des personnes contaminées et ne se base pas du tout sur la volonté d'identifier ce qui cause les clusters [*les foyers d'infection NDLR*]. Ainsi, s'il y a des cas de Covid dans une entreprise, on va tracer et culpabiliser les individus au lieu d'analyser l'endroit où se déroule la contamination. On omet donc de pointer les responsabilités des employeurs dans ces cas : Est-ce que les patrons obligent les employé-es à venir travailler ? Est-ce qu'on a donné les locaux nécessaires à la distanciation physique ? Est-ce qu'ils sont bien aérés ? Est-ce qu'il y a une formation sur le port du masque ? Y a-t-il seulement des masques à disposition ? Tous ces éléments ne sont pas du tout analysés. On reste sur un tracing individuel qui répond à l'idée plus générale que si on tombe malade, c'est de sa faute, qu'on n'a pas été assez prudent, pas assez sage. C'est très pratique d'accuser la population de son mauvais comportement pour se dédouaner, pour déresponsabiliser les pouvoirs publics.

Quelle politique de santé publique alternative et préventive face au Covid imaginer et développer ? Est-ce que ce qui manque le plus dans cette gestion erratique et prisonnière de son idéologie, c'est une capacité de testing massif ?

Au sein de LSEL, on n'a pas de réponse toute faite et on en débat beaucoup. Mais de manière plus générale, la prise en charge de la crise Covid, comme d'autres questions relatives à la santé, devrait idéalement relever d'une autogestion par les communautés elles-mêmes. Il faut pour cela donner les outils à la population pour développer une auto-santé. Il y a tout un travail de prévention à renforcer. Les maisons médicales font un travail extraordinaire en ce sens, de médecine de proximité et d'éducation à la santé auprès de la population. Cela permet aux gens de développer une expertise propre par rapport à leur santé, et donc de faire des choix conscients. Même si tout n'est pas de l'ordre du choix mais peut dépendre de situation sociale, des conditions de travail, etc. En tout cas, ces aspects-là de prévention, d'auto-santé et de médecine de proximité permettraient de désengorger massivement les hôpitaux.

Par ailleurs, on est aujourd'hui sur une médecine curative plutôt que préventive. Ce choix de société se fait parce que le curatif fonctionne très bien en termes financiers : il permet de vendre des médicaments. Et parce que dans notre système qui fonctionne à l'acte, plus on va opérer, plus on aura de financement. Il est donc nécessaire au système d'avoir des patients malades ! Éviter des opérations par la prévention n'amenant pas de gains financiers à l'hôpital, être en bonne santé ne rapportant rien au marché. Il faut donc commencer par sortir de cette logique.

Dans ce cadre, le testing fait partie des moyens à donner et à se donner pour prévenir la contamination. Si moi, je sais que je suis positif au Covid, je peux me mettre moi-même en quarantaine, je peux développer des comportements qui visent à la santé de ma communauté, pour autant que j'aie la formation et l'éducation en santé nécessaire. Donc, oui, il faut un testing massif. C'est possible, des pays l'ont fait. En un week-end, la Slovaquie a par exemple testé l'ensemble de sa population.

Il faut donc donner plus de pouvoir décisionnel à la population au sujet de la gestion de la propagation du virus. Aujourd'hui, les gouvernements défendent des mesures sanitaires qui correspondent aux intérêts patronaux et économiques. Ceux-ci gagnent tous les arbitrages : les mesures sont prises en faveur des grandes entreprises et du maintien au travail, et en défaveur de la liberté de circulation, des luttes, de la vie privée, de la vie sociale, culturelle, associative, etc. Ce ne sont pas nécessairement des choix que, par exemple, des assemblées citoyennes auraient faits. On a besoin de mesures sanitaires solidaires et non plus autoritaires ! Remettre en question les mesures qui excluent encore plus les plus démunies est aujourd'hui un acte de soin. L'auto-défense sanitaire et la prise en main collective de l'enjeu de la santé, une nécessité.

Face au choc, la suractivité médiatique empêche de penser

En dépit de tous ses efforts, l'information d'actualité sur la crise du Covid-19 peine à convaincre. Parce que ses dynamiques de flux permanents et de saturation du temps d'attention disponible sont exactement le contraire de ce que nos sociétés confrontées à l'ère des catastrophes ont besoin pour penser leur propre dépassement. Face au choc pandémique, l'institution médiatique préfère se rassurer en le considérant comme une parenthèse plutôt qu'un avertissement.

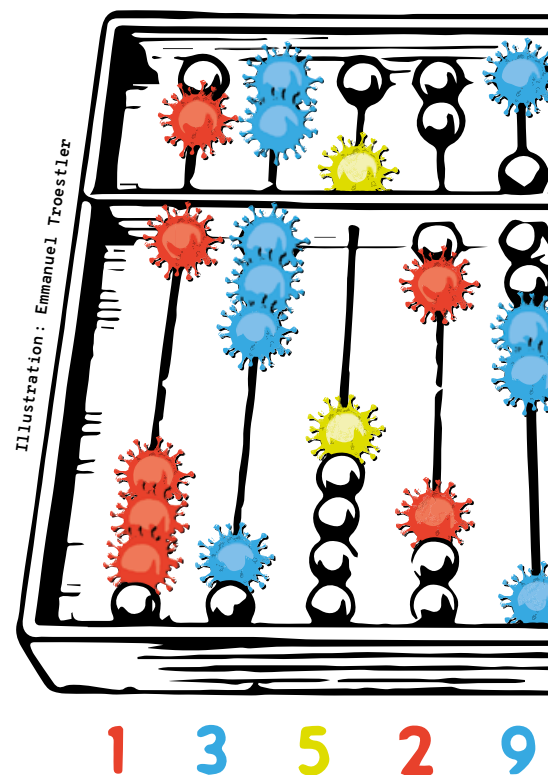
PAR MARC SINNAEVE

Il y eut d'abord, dans l'actualité pré-Covid, la période chinoise de curiosité exotique pour un virus jugé plus étranger qu'étrange («ça ne peut pas nous arriver ici»). Lui a succédé, en février, une phase «italienne» d'incrédulité puis de sidération («ce n'est pas possible/croyable que ça arrive aussi chez nous»). Laquelle a très rapidement côtoyé une entreprise éditoriale de compréhension globale à partir de mars («comment cela a-t-il pu arriver dans un monde aussi avancé que le nôtre?»).

Avec les confinements un peu partout, la mise à l'arrêt prolongé du «fonctionnement»¹ du monde a créé un vide propice à penser «ce qui nous arrivait». L'occupation quotidienne rationalisée a fait place à la préoccupation réflexive et créative pour notre existence dans le «monde d'après». L'info a convoqué, outre Camus, l'histoire et les récits des pandémies, l'anthropologie des zoonoses, mais également, de façon plus surprenante, la critique économique – soudain légitime

et audible – du productivisme, de la mondialisation des échanges et de l'interdépendance globale du système-monde sous pavillon capitaliste.

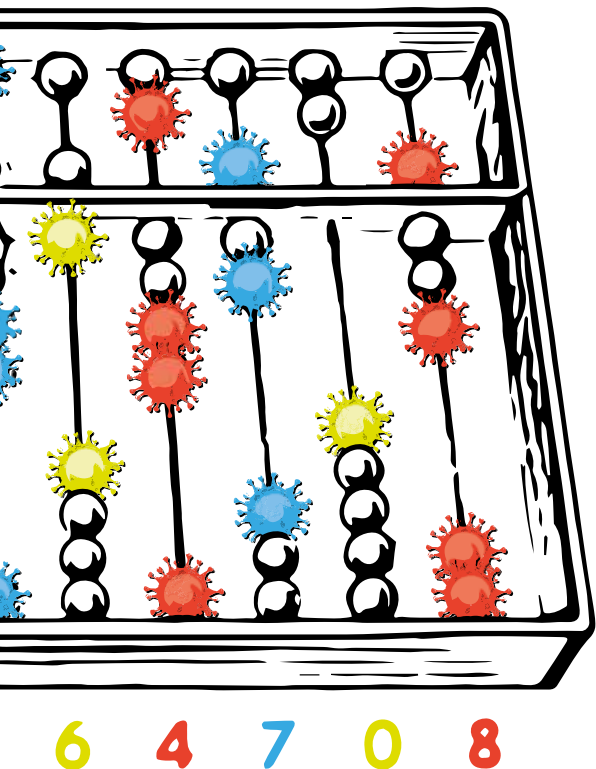
L'état de grâce médiatique n'a toutefois pas été uniforme ni durable... Un terme, *infodémie*, s'est vite imposé à partir du moment où il a été utilisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour désigner «le vaste volume de nouvelles et d'informations concernant le Covid-19, et l'ambiguïté, l'incertitude, et parfois la mauvaise qualité, le caractère trompeur ou la nature carrément fausse de certaines d'entre elles»². Quel que soit le degré de fiabilité d'une nouvelle, on peut observer depuis le départ combien le contexte d'ensemble, la surabondance d'information, le marketing politique et médiatique de la peur qui a habillé la communication des uns et les stratégies d'audience des autres, contribuent souvent à rendre la perception des choses, non pas plus claire, mais plus confuse ou plus compliquée, et, donc, plus anxiogène encore.



LE CADRAGE PAR LES CHIFFRES

Le cadrage médiatique numéro un de la crise, celui des chiffres, des courbes et des graphiques, a pu lui-même y contribuer. Comment l'expliquer? En se prévalant, jour après jour, de l'apparente scientificité des chiffres, les rédactions, elles aussi désarçonnées par le caractère inédit d'une telle pandémie, ont sans doute cherché une assise, une légitimité d'emprunt. Si ce n'est que ces cadres de perception et d'interprétation de la réalité ne sont pas neufs. Ils sont à vrai dire omniprésents dans la fabrique de l'actualité, si on y regarde de plus près... La « crise des réfugiés » de 2015 a été donnée à voir en grande partie, elle aussi, au travers de l'ampleur de ses flux, hors norme aux yeux d'observateurs européens. En clair, la puissance de ce cadrage de l'information signifie qu'un événement qui se produit sera d'autant plus facilement ou spontanément érigé en sujet d'actualité qu'il offre un angle de perception « quantitatif ».

Cette règle, non écrite, est au cœur de la boîte noire qui enregistre le pilotage de l'information d'actualité. Souvent à l'insu même de ceux qui ont le gouvernail



entre les mains. Elle traduit, plus profondément, l'adhésion du système médiatique, dans son ensemble, à l'idée que le réel qui importe est celui qui se mesure ou se laisse mesurer³. Elle est le propre d'une société où l'imaginaire a été colonisé par les sciences et les technologies et imprégné par le modèle managérial de la *gouvernance*; un concept qui était

Cette « *obsession fantasmatique et idéologique de certitude, de maîtrise et de calcul* »⁴ est destructrice, soutenait le philosophe Bernard Stiegler, dans la mesure où elle ne cesse de prendre de vitesse la pensée jusqu'à l'écraser. Et jusqu'à écraser l'inquiétude elle-même, qui est une fonction constitutive de la pensée et du mouvement de la vie.

« En se prévalant, jour après jour, de l'apparente scientificité des chiffres, les rédactions, elles aussi désarçonnées par le caractère inédit d'une telle pandémie, ont sans doute cherché une assise, une légitimité d'emprunt. »

initialement employé pour désigner les règles de conduite ou de gestion des affaires dans le domaine de l'entreprise et du marché, et qui s'est imposé à tous les secteurs de la vie publique, marchande comme non marchande, au cours des trente dernières années.

À la différence du *gouvernement* de la société, de ses membres et de son environnement, la *gouvernance* tend à ignorer ce qui est proprement politique et qui est au cœur de la démocratie: l'intérêt général, le bien commun, la question du choix des finalités que se donne une société

En découle le formatage d'une société qui produit du fonctionnement par le quantitatif comme seule manière de faire monde : partout, il faut « faire du chiffre » jusqu'à l'hôpital et à l'école; partout il faut « avoir les chiffres » et prouver le bien-fondé de son action par les chiffres. Sa traduction la plus moderne est sans conteste la technologie des algorithmes et son rêve d'un monde du tout quantifiable, du tout évaluable, du tout contrôlable, qui entend rationaliser l'incertitude elle-même pour la réduire jusqu'au risque zéro.

UNE ALTERNANCE DE MOMENTS D'INSIGNIFIANCE ET D'HYSTÉRISATION

La médiasphère elle-même fonctionne, depuis le milieu des années 1980, à partir des impératifs de la quantification accrue des résultats de l'activité professionnelle (mesure d'audience, de ventes, de parts de marché publicitaire...), et de l'intensification des rythmes de l'activité dans l'économie générale et individuelle du temps et des moyens.

Le poids de ces logiques dans la production de l'information est à l'origine d'effets bien connus, quoiqu'inégalement distribués d'un support à l'autre, d'un journal à l'autre. On les retrouve au carré ou au cube dans la couverture de la « mère de toutes les épidémies »: la redondance, l'immédiateté, l'obsolescence accélérée des nouvelles, la multiplication des rendez-vous d'informations, la banalisation des éditions spéciales, la saturation des écrans et du « temps de cerveau disponible »; mais aussi la vampirisation *coronavirale* de l'ensemble de l'espace éditorial, le monde hors Covid cessant d'exister (ou peu s'en faut); la dépolitisation du traitement de l'actualité, la réduction de celle-ci, en l'absence de débats structurants, à un vaste mouvement de zapping d'une anecdote à l'autre (la mort du premier enfant en bas âge attribuée au Covid ou une échauffourée sur la plage de Blankenberge), ou,

au contraire, d'une « affaire » à l'autre, étrange succession de moments d'insignifiance et d'hystérisation.

Le nez collé sur l'épisode quotidien du feuilleton « Le Covid-19 et nous », le journalisme d'actualité est-il condamné à ne percevoir que l'écume des vagues et jamais la dynamique structurante des marées ? Le coronavirus n'est pas un assaillant extérieur venu de Chine ou de la nuit médiévale des temps. Il est constitutif de la condition terrestre contemporaine. La pandémie n'est pas un malheureux accident. Elle est une sorte de répétition générale de la réalité émergente de catastrophes systémiques, pandémiques, écologiques ou autres.

« Le nez collé sur l'épisode quotidien du feuilleton "Le Covid-19 et nous", le journalisme d'actualité est-il condamné à ne percevoir que l'écume des vagues et jamais la dynamique structurante des marées ? »

LA QUESTION QUI NE SE POSE PAS

Or, ce que l'on constate, c'est que plus s'affaïsse, devant nous, le mythe moderne de la performance, de la maîtrise du risque et de l'arraisonnement de la vulnérabilité, plus désespéré apparaît le réflexe général des médias de s'accrocher à lui. Face à la catastrophe, l'institution médiatique, parmi d'autres, préfère (se) rassurer en la considérant comme une parenthèse plutôt qu'un avertissement. Alors que le virus nous fait découvrir un présent où nous ne parvenons plus réellement, sur le plan social, à distinguer le normal du pathologique, comme le montre le philosophe Guillaume Blanc dans une lecture passionnante de l'œuvre de Georges Canguilhem *Le Normal et le Pathologique*, la représentation médiatique des choses, parmi d'autres instances productrices de discours publics, continue à percevoir le normal comme « l'état sain » en ignorant l'état toujours

précaire du normal⁵. On le perçoit au travers d'une série d'indicateurs qui caractérisent sa posture générale... La recherche pressée, d'abord, de certitudes immédiates, de garanties à court terme ou de prophéties rassurantes auprès d'experts ou de scientifiques consultés, chacun, à tout propos comme l'oracle de Delphes. L'acquiescement unanime au grand virage numérique, ensuite, opéré pour assurer « la continuité des activités »⁶. La complaisance pour l'industrie « providentielle » du Big Pharma, dont on s'abstient de questionner, si ce n'est en bref, l'intéressement marchand et financier. Ceci alors même que les dividendes boursiers ont ruisselé sous nos yeux dès l'annonce, conçue à cet effet, de la découverte du Graal⁷.

Pour avoir, lui, en conférence de presse du Conseil national de sécurité du 15 avril, osé poser la question de la légitimité démocratique de décisions impliquant des conflits d'intérêt entre décideurs et experts d'une part, multinationales (notamment pharmaceutiques) et monde de la finance d'autre part⁸, le rédacteur en chef du trimestriel antiproductiviste *Kairos* s'est entendu reprocher d'avoir posé « une question biaisée politiquement »

(par la Première ministre Sophie Wilmès lors de la conférence de presse)⁹, « des questions de type complotiste » (par la journaliste Dominique Dumoulin en direct sur RTL-TVi)¹⁰, « de vraies questions [mais à poser] ailleurs » (par le journaliste du *Vif/L'Express* Nicolas De Decker)¹¹, ou de « faire du militantisme » (selon le rédacteur en chef de la *Libre Belgique*)¹²...

On a beau agiter le chiffon rouge du complotisme pour se convaincre de l'autorité légitime de l'entre-soi, il n'en demeure pas moins que la tentation complotiste ne peut être qu'alimentée par la rareté du questionnement journalistique mainstream du « jeu » des intérêts économiques dominants (des structures de propriété aux structures de participation financière), des liens de dépendance ou de redevabilité qui y sont liés, et de leur poids plus ou moins déterminant comme éléments de compréhension, parmi d'autres, de la marche du monde qui nous est donnée à voir sur les écrans, grands ou petits. La logique biaisée du complotisme est de chercher à expliquer la « grande causalité du monde » par un facteur unique qu'« on » chercherait à dissimuler ; en regard, le problème de l'information d'actualité traditionnelle est qu'elle donne le sentiment de vouloir dissimuler certains facteurs d'explication lorsqu'elle s'interdit de poser les « vraies questions » ou lorsqu'elle décrète qu'il existe des questions qu'on ne doit pas poser publiquement.

1. Miguel Benasayag, *Fonctionner ou exister*, Le Pommier, 2018.
2. R.K.Nielsen, R. Fletcher, N. Newman. et al., « Navigating the "Infodemic": How People in Six Countries Access and Rate News and Information about Coronavirus », *Misinformation, science, and media* (avril 2020), Reuters Institute, University of Oxford. reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2020-04/Navigating%20the%20Coronavirus%20Infodemic%20FINAL.pdf
3. Voir à ce sujet le dossier d'Agir par la culture « La victoire du chiffre » (N°45, printemps 2016).
4. « Dorian Astor : "Le savoir et la foi peuvent devenir deux moyens extrêmement violents de faire taire autrui" », entretien avec Anastasia Vécir, *Libération*, 23 octobre 2020. www.liberation.fr/debats/2020/10/23/dorian-astor-le-savoir-et-la-foi-peuvent-devenir-deux-moyens-extremement-violents-de-faire-taire-autrui-1803317
5. Guillaume Blanc, « Panique d'État », *AOC*, mis en ligne le 30 octobre 2020. www.aoc.media/opinion/2020/10/29/panique-detat
6. Marc Sinnaeve, « Le monde sans fin du télé-enseignement », *Agir par la culture*, N°62, automne 2020 www.agirparlaculture.be/le-monde-sans-fin-du-tele-enseignement
7. « Le patron de Pfizer pris en flagrant délit de financiarisation du secteur Pharma », *Novethic*, mis en ligne le 12 novembre 2020. www.novethic.fr/actualite/economie/isr-rse/le-patron-de-pfizer-pris-en-flagrant-delit-de-financiarisation-du-secteur-pharma-149192.html
8. Alexandre Pénasse, « Covid-19 : l'occasion de continuer le business - derrière le paravent médiatique (où n'arrivent que les « bonnes questions »), *Kairos*, juin-juillet-août 2020. www.kairospresse.be/article/155505
9. Julie Nicosia, « Malaise entre Sophie Wilmès et un journaliste de Kairos », *LeVif.be*, mis en ligne le 16 avril 2020. www.levif.be/actualite/belgique/malaise-entre-sophie-wilmes-et-un-journaliste-de-kairos/article-normal-1277983.html
10. www.kairospresse.be/article/les-chiens-attaquent-episode-3-en-plein-direct-la-journaliste-parle-de-notre-question-complotiste-du-15-avril
11. « Les journalistes qui posent de vraies questions les posent ailleurs, là où ils peuvent obtenir de vraies réponses » in *Le Vif/L'Express*, 23 avril 2020. www.levif.be/actualite/belgique/les-journalistes-qui-posent-de-vraies-questions-les-posent-ailleurs-la-ou-ils-peuvent-obtenir-de-vraies-reponses/article-opinion-1280305.html
12. Alexandre Pénasse, « Les chiens mordent. Épisode 1 : Le rédacteur en chef de La Libre », *Kairospresse.be*, mis en ligne le 30 avril 2020. www.kairospresse.be/article/les-chiens-mordent-episode-1-le-redacteur-en-chef-de-la-libre

Ouvres congolaises au MAS d'Anvers

La question de la restitution

PROPOS RECUEILLIS PAR SABINE BEAUCAMP

Avec Nadia Nsai, l'une des deux commissaires de l'exposition «100 x Congo» qui se déroule depuis octobre 2020 au Museum aan de stroom (MAS) à Anvers, nous avons cherché à savoir si le processus de décolonisation était enclenché et si le terrain était propice aux restitutions d'objets et œuvres d'art. Et sous quelles formes elles pouvaient se mettre en place.

Photo: Songye [volk], Masker, MAS

Le parcours de l'expo «100 x Congo» s'appuie et propose une double lecture du passé congolais. À la fois, autour des 60 ans de l'indépendance du Congo (après 75 ans de colonisation belge de 1885 à 1960) et les interventions de chercheuses et artistes congolaises sur la collection du MAS, mais aussi autour du centenaire de l'acquisition des tout premiers objets congolais par la ville d'Anvers dont l'expo retrace scrupuleusement l'itinéraire. Aujourd'hui, si le MAS ne va pas jusqu'à proposer la restitution de certaines de ses pièces, il est en tout cas «ouvert» à la question.

Nadia Nsai, l'expo «100 x Congo» est-elle conçue comme un symbole de la résistance des peuples Kongo d'Afrique centrale?

J'ai travaillé sur «100 x Congo» avec Els De Palmaer. Cette exposition a comme objectif de présenter au public des objets culturels originaires du Congo. Ces objets symbolisent la diversité et la créativité des différents peuples congolais. Bien qu'ils ne se trouvent plus au Congo, ces œuvres permettent de mettre à mal l'opinion selon laquelle les Congolais n'auraient pas d'histoire avant la colonisation. Les 100 pièces phares de l'expo prouvent en effet que c'est faux. Et cette histoire africaine est riche, sinon elle ne serait pas présente au travers des objets d'art dans des musées en occident.

Est-ce que le MAS «règle ses comptes» avec l'héritage colonial de la Belgique? Lance-t-il une forme de décolonisation des musées?

Le MAS conserve une collection africaine de 15000 objets dont 5000 proviennent du Congo. Cette collection a vu le jour en 1920, en pleine période coloniale. À l'occasion de ce centenaire, le MAS décide d'aborder d'une façon transparente et critique le passé colonial de la Belgique,

avec une perspective anversoise et artistique. Il ne s'agit pas de régler des comptes, mais plutôt de contribuer au débat d'actualité sur la colonisation et la décolonisation.

Suite au mouvement antiraciste Black Lives Matter et aux expressions du Black Power dans le sillage de la mort de Georges Floyd, une commission parlementaire a été formée pour examiner tous les aspects de la colonisation belge. Y sera-t-il question de la restitution des œuvres d'art spoliées au Congo?

La création de cette commission parlementaire est un événement historique. Il s'agit d'un pas important de la Belgique bien décidée à se pencher sur son passé colonial au Congo ainsi qu'au Rwanda et au Burundi. Il y est question de l'impact de la colonisation et la suite à donner à ce passé. La présence des œuvres africaines dans les collections d'art en Belgique est reprise comme thème dans la résolution de la commission. Dans ce cadre, je pense que la question de la restitution sera abordée, même s'il s'agit d'un sujet délicat. Mais il est important d'impliquer les Africains des trois anciennes colonies dans les discussions, et ce pour sortir du cadre belgo-belge.

Le MAS est-il prêt à restituer certaines de ses pièces? Retrouveront-elles le chemin du Congo un jour? Et si cela devait être le cas comment concrètement cela se passerait-il? Quel serait le rôle des Congolais dans cette décision?

Le MAS conserve la collection congolaise qui est depuis 100 ans la propriété juridique de la ville d'Anvers. Dans le guide de l'expo, le musée informe le visiteur qu'il est ouvert à la restitution mais je tiens à souligner que restituer des œuvres relève d'une décision politique, donc la responsabilité des autorités politiques d'Anvers est engagée. L'échevine de la Culture l'a déjà signalé à plusieurs reprises: si le Congo adresse à la ville d'Anvers une demande officielle de restitution des œuvres, la question sera examinée. À présent, il reste à savoir si la restitution est une priorité pour les dirigeants congolais. Je ne pense pas. Jusqu'à maintenant il n'y pas eu de demande, même si certaines organisations de la diaspora, comme Bamko (Centre de réflexion et d'action sur le racisme anti-noir(es) lutte pour cette restitution dans le cadre d'un processus de décolonisation. Le Congo devrait se prononcer parce que ce n'est pas au musée de choisir et décider quelles œuvres doivent retourner là-bas ou non. Les Congolais doivent faire ce travail de mémoire. Si la Belgique arbitre seule sur les conditions de restitution, nous ne sortirons pas de la logique paternaliste. Pourtant c'est bien cette logique qu'il faut briser 60 ans après l'indépendance du Congo.

100 x Congo. Un siècle d'art congolais à Anvers
(Du 3/10/2020 au 28/03/2021)
www.mas.be

Femmes en politique: les silences seront notre victoire

PAR SARAH DE LIANCHINE ET LINE GERBOVITS

Le 4 novembre 2020, Kamala Harris est élue vice-présidente des États-Unis. Le fait est historique : elle est la première femme afro-indienne à occuper cette fonction à la Maison Blanche et succède à 49 vice-présidents. Autre pays, même constat, Éliane Tillieux, députée fédérale du Parti socialiste, devient la première Présidente de la Chambre des représentant·es : elle succède à 51 hommes dans cette fonction. Tout qui milite pour une société non sexiste ne peut que se réjouir de ces victoires. Cependant, lorsqu'on étudie la place globale des femmes en politique, ces victoires sont des exceptions dans une culture politique encore largement dominée par les hommes, en Belgique comme ailleurs. En 2020, sans considération pour ses idéaux politiques, pourquoi faudrait-il encore se réjouir lorsqu'une femme accède à une haute fonction de l'État ?

FEMMES POLITIQUES : UNE HISTOIRE RÉCENTE

Le droit de vote des femmes n'est pas si ancien. Dans de nombreuses démocraties, les femmes n'obtiennent ainsi le droit de vote qu'après la Première Guerre mondiale (France, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni...) ou plus tardivement après la Seconde, comme en Belgique (mais aussi en Italie, au Portugal, en Grèce...). Cette conquête féministe est le fruit d'un long combat mené par les femmes pour faire reconnaître leur droit élémentaire. Elles ont gagné leur droit d'éligibilité plus vite que leur droit de vote : les premières femmes élues au niveau fédéral siégeaient alors même qu'elles n'avaient pas pu voter elles-mêmes. Il s'agit des socialistes Marie Spaak-Janson (1921) et Lucie Dejardin (1929).

L'analyse genrée des résultats électoraux traduit la non-corrélation entre l'octroi d'un droit et son effectivité. Les femmes peuvent effectivement voter, elles peuvent se présenter sur des listes électorales mais elles continuent à être minoritaires dans la plupart des cercles et sont presque inexistantes dans les fonctions premières (telles que présidentes de parti, cheffes de gouvernement, présidentes d'assemblées, bourgmestres, gouverneures ou Premières ministres)¹. Pallier cet échec de la parité en politique reste un enjeu majeur dans un projet de société inclusive.



Action «Votez Femmes» de différents groupes féministes contre la sous-représentation des femmes en politique devant le Parlement, Bruxelles, 1974.
Photo: Jaak Brouwers / Coll. Carhif-AVG.

PARITÉ, QUOTAS, TIRETTE, ETC.

Dès 1948 donc, l'accès aux élections législatives est garanti pour les femmes, mais elles restent minoritaires comme candidates et élues à tous les niveaux de pouvoirs et tout parti confondu (elles plafonnent aujourd'hui à 10% d'élues dans les parlements belges). À partir des années 1990², de nouvelles règles électorales entrent en vigueur. En 1994, la loi Smet-Tobback impose une représentation minimale d'un tiers par genre sur les listes. Ces quotas seront ensuite portés à 50% en 2002.

La même année, la Constitution est modifiée afin d'y introduire le principe du droit fondamental à l'égalité des hommes et des femmes et d'organiser leur égal accès aux mandats électifs et publics. L'article 11bis garantit notamment la présence de femmes au sein du gouvernement fédéral. Malheureusement, à cette époque, les places les plus stratégiques restent trustées par des hommes.

En 2009, une nouvelle réglementation impose une alternance de genre dans les deux premières places des listes électorales, pour favoriser la présence des femmes aux places éligibles. En 2018, le système est encore une fois renforcé par l'instauration du système dit de «la tirette», qui impose l'alternance entre les hommes et les femmes sur l'ensemble de la liste.

Enfin, en 2019, et pour la première fois, un décret impose un quota dans un exécutif. Depuis lors, le gouvernement wallon doit être au moins composé d'un tiers d'hommes ou de femmes.

MÉCANISME CORRECTEUR

Personne n'aime les quotas. Ni les hommes politiques qui ont dû renoncer à une place qui leur semblait légitime au profit d'une femme parce qu'elle est une femme, ni les femmes qui se voient attribuer une place éligible ou un poste dans un exécutif parce qu'elles représentent le genre sous-représenté.

Pour autant, d'un point de vue statistique, tout le monde s'accorde sur leur effet positif. Au fédéral, le nombre de femmes élues est passé de 15% en 1995 à 41% en 2019. Les femmes occupaient 2 mandats sur 17 dans le gouvernement en 1995, alors que dans la majorité actuelle elles occupent la moitié des postes. Dans les entités fédérées, l'augmentation est également significative, bien qu'assez différente selon les régions. Jusqu'en 2004, il n'y avait aucune femme ministre en Région wallonne, aujourd'hui elles occupent 3 mandats sur les 8 que compte le gouvernement wallon. En Fédération Wallonie-Bruxelles, 3 femmes sur 5 depuis 2019. Et la Fédération a compté en 2014 la première ministre des Droits des femmes³.

LA POPOTE INTERNE

Pour autant, lorsqu'il s'agit de choisir la personne qui occupera le poste de tête de liste, et ce, qu'importe le niveau de pouvoir, les femmes sont très minoritaires. Le nombre de femmes bourgmestres ne représente pas plus de 19% des bourgmestres en place. De la même manière, nous avons connu récemment la première femme Première ministre de l'histoire de la Belgique, mais sa nomination s'est déroulée dans une période inédite de pandémie, dans le cadre d'un mandat transitoire, et parce que son prédécesseur accédait à d'autres fonctions...

Même constat pour les présidences des partis politiques, un poste crucial dans le paysage politique complexe qui est le nôtre. Tant en Flandre (1/6) qu'en Wallonie (1/6), les femmes peinent à accéder à ces postes.

Pour certains observateurs politiques, les partis politiques ne sont pas toujours enclins à favoriser la parité dans leur

organisation électorale et dans l'accès à des postes-clés. Dès lors, il n'est pas étonnant que lorsqu'il s'agit d'attribuer des postes sur base de négociations internes et dans le cadre de majorités électorales, la présence des femmes reflète peu leurs résultats électoraux⁴.

CULTURE VIRILE ET CLIMAT HOSTILE

Certains éléments culturels et sociaux constituent aussi des freins importants à la parité en politique.

La culture du monde politique reste dominée par des modèles masculins qui seraient réputés incarner l'autorité et inspirer confiance. Face à cette culture genrée très stéréotypée, pendant des années, les femmes politiques ont adopté les codes et attitudes de leurs homologues masculins afin de correspondre au mieux à l'image attendue du responsable politique⁵.

Cependant, l'arrivée croissante de femmes dans la sphère politique, y compris à des fonctions exécutives, tend à modifier ce mécanisme de mimétisme. En effet, on voit apparaître dans les discours médiatiques une valorisation de la *politique au féminin* qui s'exercerait au travers de caractéristiques et d'attitudes dites «féminines», comme l'attention aux autres, le dialogue, l'empathie, le désintéressement... Cette tendance a été illustrée par la valorisation pendant la crise sanitaire des pays dirigés par des femmes⁶, comme si être une femme prédisposait ces dirigeantes à prendre davantage soin de leur population.

C'est donc malheureusement toujours au travers de stéréotypes de genre bien ancrés que l'action d'un homme ou d'une femme politique sera jugée valable ou adéquate. Cette vision des identités genrées est un frein permanent pour les femmes politiques, qui risquent à tout moment de ne pas correspondre à l'image attendue. Ces stéréotypes constituent un frein aussi pour les hommes qui souhaiteraient faire de la politique autrement.

Les femmes politiques doivent par ailleurs souvent répondre, réagir ou se justifier sur des éléments qui n'ont rien à voir avec leur mandat politique. Les remarques sexistes ou comportements déplacés

1. Les pourcentages genrés des mandats politiques sont disponibles ici : igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/politique/chiffres. À titre d'exemple, il n'y a qu'une femme à la présidence d'un parti politique et il n'y a que 18% de femmes bourgmestres en Wallonie et une seule bourgmestre sur 19 communes à Bruxelles.
2. Dans le prolongement des mouvements féministes tels que «Votez femmes», voir «Les femmes et le droit de vote en Belgique: un peu d'histoire», Centre d'Archives et de Recherches pour l'Histoire des Femmes www.avg-carhif.be/cms/dossier_fpol_fr.php#1974
3. Sabine Panet, «Cinq ans de ministère des droits des femmes: pari tenu?», *Axelle Mag*, N° 217, Avril 2019 www.axellemag.be/ministere-droits-des-femmes-pari-tenu

leur font ainsi subir une «double peine»: après avoir été victimes de sexisme, elles subissent des répercussions lorsqu'elles le dénoncent. Au point que nombreuses sont celles (Laurette Onkelinx, Joëlle Milquet, Véronique Salvi,...) qui ont préféré renoncer, totalement ou partiellement, à la vie politique.

Les femmes politiques sont aussi davantage victimes de cyberharcèlement ou de cybersexisme, au point de parfois devoir quitter les réseaux sociaux et perdre ainsi en visibilité⁷. Et l'objectif derrière cette violence est clair: exclure les femmes de l'espace public numérique, alors même que près de 92% des contenus sexistes signalés ne sont pas supprimés par les plateformes qui les abritent.

Deux textes initiés par le PS ont été déposés cette année à ce sujet: un par Laurent Devin sur la sensibilisation, la prévention et la lutte contre les discours de haine et le harcèlement, y compris dans l'univers numérique, et un second par Gwenaëlle Grovonius sur les violences faites aux femmes, transposées dans les univers numériques

De nombreuses initiatives existent dans ce cadre de la lutte contre les discriminations, soulignons par exemple la rédaction du «Code du droit des femmes» par

4. Comme le souligne Sophie van der Dussen: «L'ordre utile sur une liste de candidats et les votes de préférence sont deux autres facteurs importants. Or à ce niveau-là, c'est le choix des partis qui reste déterminant. [...] C'est un groupe restreint de mandataires et de dirigeants du parti qui choisit la personne à mettre en tête de liste ou qui désigne celles et ceux qui assureront un poste clé. Les partis politiques sont donc in fine les acteurs qui ont en mains les cartes d'une évolution vers davantage de parité.» in «La représentation des femmes en politique (1994-2013)», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, N°2199-2200, 2013.
5. Les Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) ont consacré un dossier très complet sur cette question en 2018 consultable ici : www.femmes-plurielles.be/dossier/politique-et-elections
6. Voir par exemple cet article: «Coronavirus: les pays dirigés par des femmes s'en sont mieux sortis, selon une étude», Grégoire Ryckmans, *rtbf.be*, 29/08/2020. www.rtbf.be/info/economie/detail_coronavirus-les-pays-diriges-par-des-femmes-s-en-sont-mieux-sortis-selon-une-etude?id=10571742
7. «Les jeunes femmes politiques, cyberharcélées», *Belga*. Publié le 20/05/2019 sur rtbf.be www.rtbf.be/info/belgique/detail_correction-les-jeunes-femmes-politiques-cyberharcelees?id=10225196
8. www.femandlaw.be

l'association Fem&L.A.W⁸, une ASBL créée par des femmes, juristes et féministes dont l'objectif social est au confluent du droit et des féminismes. Le Nouveau Plan Droits des Femmes 2020-2024 de la Fédération Wallonie-Bruxelles, quant à lui, s'articule autour de quatre axes: lutter contre les violences faites aux femmes; déconstruire les stéréotypes et agir sur les représentations; assurer une meilleure représentation des femmes dans tous les secteurs professionnels et à tous les niveaux dans les instances de décision et les postes à responsabilités; et enfin faciliter la conciliation vie privée – vie professionnelle. Par ailleurs, la conférence interministérielle sur les Droits des Femmes a pour mission de renforcer la coordination et les collaborations entre les différents niveaux de pouvoir pour garantir les droits des femmes dans tous les domaines de leur vie quotidienne.

Car, comme l'ont affirmé les députées du Parlement wallon puis du Parlement fédéral en octobre dernier, «les femmes sont plus qu'un quota». C'est exact, elles représentent près de la moitié de l'humanité. Il est grand temps qu'elles ne soient plus sous-représentées en politique.

U

n Président qui s'insurge suite à la sortie prévue d'un morceau de musique, ce n'est pas un fait courant. Et c'est pourtant ce qui est arrivé en 1992, quand George H. W. Bush (le père, donc) s'est ouvertement offusqué que des labels puissent publier un tel titre. Cette chanson, c'est « Cop Killer », de Body Count, titre qui signifie « Tueur de flic ». Pour bien la comprendre, elle est à remplacer dans son contexte. En effet, le 3 mars 1991, Rodney King, un Américain noir, passe une soirée plutôt arrosée avec des amis. Il prend la route, roule trop vite, est repéré par des agents et refuse de s'arrêter. Il se fait courser et, finalement, engage sa voiture sur le bas-côté. Il s'obstine à ne pas quitter son véhicule. Le départ d'un déferlement de violence : une décharge de taser, il tombe à genoux. Une seconde, il s'effondre.



CC BY 2.0 - Benjamin Thomas

Un peu moins de trente ans se sont écoulés depuis la sortie de cette chanson. On est à la fin du mois de novembre, Perhast et Shamden Shawri attendent devant le Tribunal de Première Instance de Mons. Ils s'apprêtent à assister au procès du policier qui a tué, deux ans plus tôt, leur petite fille Mawda. Deux ans, une balle en pleine tête. Le *tueur de flic* devient le flic tueur. Un coup parti tout seul, selon les dires du policier incriminé, alors qu'il tentait de stopper une camionnette contenant vingt-six personnes migrantes, dans un périple afin de rejoindre l'Angleterre. Il était au courant qu'à l'intérieur se trouvait un nombre important de personnes, dont des enfants. Il n'avait reçu aucun ordre. Il avait appris que tirer dans les pneus d'un véhicule en course et de nuit était proscrit. Et pourtant, il a sorti son arme et a fait feu. La camionnette s'est finalement arrêtée sur le côté. Le père tient sa fille ensanglantée, on la lui retire de ses bras et on la jette

par terre. Le père est neutralisé, la fille est emmenée en ambulance. Sa maman tente de la rejoindre, une policière la retient par les cheveux. Mawda mourra, seule, dans l'ambulance.

Le même sentiment qui revient. Celui qui serre la gorge et fait bouillir de l'intérieur. Celui de l'injustice et de l'impunité face à celles et ceux qui sont censés faire respecter la loi, maintenir l'ordre et assurer la sécurité publique. Face à ces mêmes personnes qui sont censées observer une règle de proportionnalité, à savoir recourir à la force uniquement pour leur défense et en fonction du degré de menace ou de violence encourue. Et pourtant face à ces mêmes personnes, assermentées, qui laissent bien trop souvent leurs actions être dictées par un racisme devenu structurel.

L'AMÈRE IMPUNITÉ

PAR PIERRE VANGILBERGEN

Il tente de se relever et deux policiers se lancent dessus et font pleuvoir les coups de matraque. Mâchoire fracturée, cheville droite cassée, vingt points de suture. La scène a été filmée, les images font le tour du monde. Entre nausée et révolte. Un an plus tard, les quatre policiers impliqués dans l'affaire sont jugés : acquittement.

La même année, Body Count, une formation à la rencontre des genres entre le hardcore-punk, le metal et le rap, s'apprête à sortir son premier album. Avec son chanteur emblématique, le rappeur Ice-T, ils écument les scènes depuis déjà un an. Dans la set-list figure un titre, « Cop Killer », dont les lyrics sont pour le moins explicites, avec son fameux « *fuck police brutality!* » en refrain. Une diatribe instinctive, le besoin viscéral de dénoncer

avec hargne les violences policières qui ont lieu couramment aux États-Unis. Cracher ce sentiment d'injustice, notamment par rapport à ce qu'a connu Rodney King. La formation décide de pousser la démarche jusqu'au bout, en utilisant « Cop Killer » comme titre d'album. Mais l'information remonte et les esprits s'enflamment. Les patrons de leur label de l'époque – Warner Bros Records – sont menacés de mort. Au final, l'album ne comportera pas de titre et le morceau « Cop Killer » est remplacé. Il verra néanmoins le jour en version single, entrant dès lors dans l'ADN du groupe. Même si Ice-T commencera quelques années plus tard à incarner le rôle d'un policier dans la série *Law & Order: Special Victims Unit*, il n'en demeure pas moins que l'artiste n'a jamais renié ce morceau sulfureux.

PAR DENIS DARGENT

DUBUFFET

Toucher à l'essence même de la création, tel fut le véritable objet du travail de Jean Dubuffet. Né au Havre en 1901 dans une famille de négociants en vin, Dubuffet s'adonne dès son plus jeune âge au dessin et à la peinture, envisagés comme un rapport de velléités entre des matières, des outils et un être de chair et de sang (il renâcle à utiliser le mot *artiste*). S'il fréquente un temps l'école des Beaux-arts de sa ville natale, le plasticien développe très vite une aversion instinctive envers l'académisme et les milieux artistiques. Les affaires familiales dont il hérite lui permettront, dès les années 30, de bénéficier de l'aisance matérielle nécessaire à la poursuite de son activité créatrice en toute indépendance, et loin, dit-il, de «*la culture et ses corps constitués de spécialistes et de fonctionnaires*».

LES

La culture, pour Dubuffet, tient lieu de repoussoir à la spontanéité et la liberté de créer. Par *culture*, il entend à la fois la connaissance des œuvres du passé – une notion, écrit-il, «*tout à fait illusoire, ce qui en a été conservé n'en représentant qu'une très mince sélection spécieuse basée sur des vagues qui ont prévalu dans l'esprit des clercs*» –, et l'activité de la pensée et de la création d'art. Deux acceptions, estime-t-il, dont on aurait tort de croire qu'elles constituent une seule et même chose.

Pour bien saisir le cheminement de sa pensée, il faut se souvenir de l'intérêt viscéral qu'il a toujours porté aux expressions artistiques éloignées de tout conditionnement culturel. Dès 1945, il rassemble une collection d'œuvres dues à des personnes étrangères au milieu artistico-culturel et préservées de son influence.

«*Des ouvrages, précise-t-il, exécutés par des personnes indemnes de culture artistique, dans lesquels donc le mimétisme, contrairement à ce qui se passe chez les intellectuels, ait peu ou pas de part, de sorte que leurs auteurs y tirent tout (sujets, choix des matériaux, mise en œuvre, moyens de transposition, rythmes, façons d'écriture, etc.) de leur propre fond et non pas des poncifs de l'art classique ou de l'art à la mode*». Ces formes d'art inconscientes d'elles-mêmes, Dubuffet leur invente un nom dès cette époque : l'art brut.

En opposant cet art brut aux arts culturels, Dubuffet provoque une remise en cause essentielle des conditionnements inhérents au modèle de société productiviste occidentale (la culture est aussi outil de l'impérialisme), se caractérisant par une volonté de hiérarchie, elle-même héritée des castes qui l'ont imposées. Les choses existent parce qu'elles sont connues, reconnues et labellisées.

La culture a donc pris la place de ce que fut naguère la religion. C'est le nouvel opium du peuple. «*C'est une déité incorporelle, un dieu symbolique*». S'attaquant dès lors aux *enculturés* et au phénomène d'*enculturation* en général, il écrit encore : «*Les célébrateurs de la culture ne pensent pas assez au grand nombre des humains et au caractère innombrable des productions de la pensée*».

CONTRE

Les détracteurs de Dubuffet ne se sont pas privés de dénoncer l'apparent paradoxe entre cette posture radicale et l'énorme succès public (et commercial) que connurent ses œuvres à partir des années 60. L'art brut lui-même devint un marché dès la fin des années 70 : les œuvres collectionnées par Dubuffet et ses successeurs furent montrées dans les musées et célébrées par la critique et les marchands d'art, ces bras armés culturels qui opèrent le tri et éliminent...

Dubuffet a toujours reconnu qu'un déconditionnement culturel total était impossible. Mais, ajoutait-il, l'important est d'être *contre*. L'attitude de refus et de contestation de la culture constituant à ses yeux une posture plus féconde que l'*inculture* qui, elle, donne une prise plus facile à l'enculturation. Jean Dubuffet est mort à Paris le 12 mai 1985.

NB : Les principaux textes de Jean Dubuffet sont rassemblés dans «*L'HOMME DU COMMUN À L'ŒUVRE*», toujours disponible chez Gallimard, coll. «Folio essais».

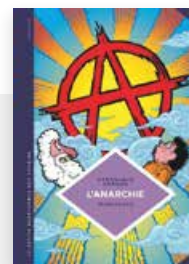
ENCULTURÉS



1



2



3

Le dérangeur. Petit lexique en voie de décolonisation // Collectif Piment // Hors d'atteinte, 2020

Grâce au collectif Piment, qui vient de publier chez Hors d'atteinte son *Petit lexique en voie de décolonisation*, vous pourrez, à distance et via l'écran de votre PC ou smartphone, souhaiter une bonne année et clouer le bec à votre vieil oncle, dont le discours nostalgique sur le bon vieux temps des colonies vous insupporte. Dès l'avant-propos, le ton est donné : les définitions reprises dans ce lexique s'inscrivent à contre-courant du dictionnaire, qui a « *le pouvoir de définir des concepts hors du champ d'expertise des auteurs lexicographes sans que leur objectivité ne soit interrogée. À travers leurs définitions, leur voix résonne plus fort que celle de ceux qui vivent le racisme, des chercheurs et des intellectuels qui documentent ses mutations et des activistes qui le combattent. Pour nous, ces (deux) définitions sont au mieux insatisfaisantes, au pire, malhonnêtes* » (p. 14). Vous voilà prévenus : cet ouvrage décoiffe, dérange et surtout invite à un questionnement profond,

y compris et en particulier pour celles et ceux parmi nous (et nous sommes nombreux-ses !) qui se pensent sincèrement débarrassés-es de tout préjugé ou représentation raciste. Le *Petit lexique en voie de décolonisation* ne se lit pas de bout en bout, mais invite à une exploration à travers les mots revisités par les membres du collectif Piment, quatre passionné-es de cultures afrodiasporiques. Chacun-e d'entre nous y trouvera ses perles, mais également ses gifles : allez fouiller du côté des termes et expressions « alliés », « anti-blanc », « enfant » ou encore « victimisation », et vous passerez du sourire à la vexation... Frissons garantis ! Personne n'est jamais aussi déconstruit qu'il le souhaiterait, c'est ce que nous rappelle cet ouvrage, petit par la taille, mais immense par l'impact. Lisez-le, offrez-le, ça va piquer sous le sapin ! **BM** _

La fin de l'amour. Enquête sur un désarroi contemporain // Éva Illouz // Seuil, 2020

Eva Illouz est une universitaire israélienne spécialisée dans la sociologie des sentiments et de la culture. Elle est considérée comme une des douze intellectuelles les plus influentes au monde d'après *Die Zeit*. Dans « La fin de l'amour – enquête sur un désarroi contemporain », l'auteure étudie l'état actuel des relations amoureuses en concentrant son analyse sur le moment où l'amour prend fin ou encore sur celui où il se trouve dans une sorte d'incapacité à advenir. Le capitalisme scopique (en psychanalyse, relatif à une pulsion qui met en scène la dialectique entre « regarder » et « être regardé »), tout en démultipliant les opportunités de rencontre notamment par le biais des réseaux sociaux, nourrit en effet, selon elle,

des comportements de rejet ou d'évitement de l'autre qu'elle nomme le « non-amour ». On observe ainsi un processus continu de création et de destruction des liens sociaux qui place les acteurs dans un état d'angoisse permanent, celui-ci contribuant en retour à l'essor du développement personnel et des thérapies de tout type. Par son propos, Éva Illouz revendique une étude sociologique des relations amoureuses et démontre la dimension politique de son objet d'étude, remettant par là même en cause le monopole de la psychologie dans ce domaine. Se faisant, elle concrétise des paroles d'Abd al Malik citées d'ailleurs en exergue de son ouvrage : « *Comprendre qu'être subversif c'est passer de l'individuel au collectif.* » **EG** _

L'anarchie, théories et pratiques libertaires // Véronique Bergen & Winssluss // Le Lombard, 2019

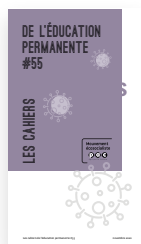
« *La France, ce n'est pas l'anarchie* » : tels étaient les propos d'Édouard Philippe, alors Premier ministre français, le 18 novembre 2018. Quelques mots lâchés à l'emporte-pièce, à l'encontre des Gilets Jaunes qui signaient alors leur *Acte I* : un blocage des routes et des ronds-points afin de faire entendre leur message, celui d'exiger davantage de justice sociale et de justice fiscale. Une expression dédaigneuse qui a dès lors fait bondir les manifestant-es français-es. On imagine qu'il en a été de même du côté du dessinateur Winssluss et de l'écrivaine et philosophe belge, Véronique Bergen. En mêlant le trait et le mot, ces deux auteurs réhabilitent en une cinquantaine de planches ce qu'est véritablement l'anarchie : le refus de l'autorité et des formes de pouvoir, perçues comme illégitimes. De cette base idéologique naissent une multitude de courants, de concepts et de personnages emblématiques. Ces derniers, on prendra plaisir à les (re)découvrir sous des dessins gras et pour le moins expressifs, violents et sanguinolents, vindicatifs et délicieusement caricaturaux. Les textes qui accompagnent ne s'encombrent pas de fioritures, vont droit au but et permettent de se remettre les idées en place. Car si la forme se veut de prime abord accessible et rapidement lisible – 80 pages dont un peu moins de 60 illustrées – cet ouvrage condensé offre davantage un rafraîchissement de mémoire qu'une réelle première approche des théories anarchistes. De Stirner à Proudhon en passant par Bakounine et Kropotkine, les grandes figures sont survolées jusqu'à parvenir aux expressions contemporaines. Et puis, histoire de ne pas rester sur votre faim, vous aurez droit en fin de livre à quelques définitions des concepts évoqués dans les planches, une dizaine de courtes biographies ainsi qu'une suggestion de lectures compilée par les deux auteurs. Condensé, direct et efficace ! **PV** _

Covid-19. Chroniques de l'imprévisible //

Ouvrage collectif, Cahier de
l'éducation permanente N°55 //
Pac Éditions, 2020

Au printemps 2020, Présence et Action Culturelles (PAC) avait déjà beaucoup écrit, interviewé, publié divers témoignages à propos de l'irruption d'un virus, le Covid-19, échappé d'un marché humide chinois qui a immobilisé et confiné la planète entière. Une grande partie de ces textes et entretiens d'acteurs et actrices de terrains sont parus sur notre site au cours du confinement. Alors que la deuxième vague qui sévit encore à l'heure où nous écrivons ces lignes, PAC a décidé de les réunir, les enrichir de réflexions, les compléter d'analyses et de les publier dans le numéro 55 de sa revue d'étude « Les cahiers de l'éducation permanente ». Cette crise majeure se révèle systémique et complexe. Elle est née tout à la fois de l'intensification de l'activité humaine qui dévaste les derniers mondes sauvages comme du nomadisme croissant des terriens et des biens. Elle a des conséquences ravageuses en termes d'écologie, de précarité sociale, de sinistres économiques et de transformations de nos modes de vie, du télétravail à la distanciation physique, de la sédentarisation forcée aux nouvelles approches culturelles. PAC, au travers de ce Cahier, concentre son attention sur les effets de ce virus dans une perspective d'éducation populaire. Appréhender un tel bouleversement demande en effet des outils critiques, et des pratiques renouvelées et solidaires qui seuls permettent une lucide déconstruction des discours sur la pandémie et des actes réellement émancipatoires afin d'échapper à la logique destructrice de la marchandisation croissante de la terre, de nos vies et de nos consciences. Vous découvrirez lors de sa lecture comment un virus a pu profondément modifier tous les paramètres dominants, de l'avènement du cyber capitalisme et des pratiques numériques, l'explosion des inégalités, le retour manqué d'un État protecteur alors que la crise sanitaire trouve ses origines aussi dans le sous-financement du secteur des soins de santé au travers d'une dizaine d'interventions d'animateur-trices d'éduc pop, penseur-ses, couturière, infirmière, militant-es... réalisées pendant et après le premier confinement. **SB** _

Disponible à la vente sur
www.pac-g.be/boutique

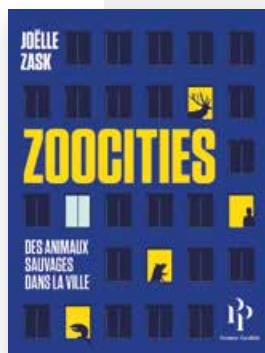


4

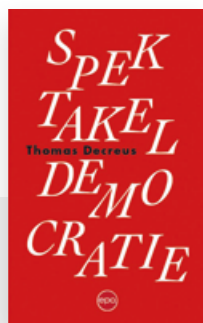
Zoocities. Des animaux sauvages dans la ville // Joëlle Zask //

Premier Parallèle, 2020

À quoi ressemblerait une ville dans laquelle les distances et les espaces rendraient possible la coexistence avec les bêtes sauvages ? En somme une ville qui ne serait plus pensée contre les animaux, ni d'ailleurs pour eux, mais avec eux ? C'est la question au centre de Zoocities, le dernier livre d'enquête philosophique de Joëlle Zask alors qu'aujourd'hui, on évolue peu à peu vers l'idée d'un partage de la ville avec des animaux qui pourraient y séjourner tout en restant sauvage. Ce faisant, nous augmentons paradoxalement leurs chances de pouvoir jouir paisiblement du milieu qui est le leur et de rester au loin, dans la profondeur des forêts. Alors même que nous constatons avec consternation l'extinction de milliers d'espèces et que nous nous demandons comment réensauvager la nature détruite par les activités humaines, les bêtes sauvages affluent. Voilà que la ville – conçue dans sa structure même pour les repousser – parvient à les attirer. Victimes d'un exode rural, opportunistes ou réfugiés climatiques, les animaux sauvages y cherchent plus qu'un refuge. Ils y cherchent, que nous le voulions ou non, un habitat. À l'instar de la ville antique qui s'organisait à partir du platane préexistant, la ville doit aujourd'hui inclure dans sa construction même les niches et les passages qui forment l'habitat des animaux. Elle doit devenir multispéciste. En se développant sous cette forme, elle est amenée non à aspirer la nature, mais à en créer. Ce livre passionnant trace un art d'inventer, entre vie humaine et vie animale, un habitat qui ménage une place à la part sauvage en nous ! **SB** _



5



6

Spektakeldemocratie //

Thomas Decreus // Epo, 2020

Dans cet ouvrage en néerlandais intitulé Spektakeldemocratie (la « démocratie du spectacle »), le philosophe et journaliste flamand Thomas Decreus montre comment ces derniers temps la démocratie a transformé le peuple en un public en attente d'un spectacle fourni par les hommes et femmes politiques devenus artistes, voire bouffons. Or, si les bouffons ont toujours existé, ils prennent à présent le pouvoir non pour diriger mais pour disposer d'un podium. Et tout ceci n'est pas sans conséquence : le conflit politique devient un produit commercial et cesse d'être l'expression de points de rupture idéologiques fondamentaux au sein de la société. Les campagnes électorales prennent une forme permanente. Et quiconque veut conquérir le pouvoir politique doit obéir aux lois impitoyables des médias commerciaux (plateformes). Avec pour résultat un système politique qui est propulsé par la provocation et le sensationnel.

Un système qui produit des personnages comme Donald Trump, Thierry Baudet, Theo Francken, Boris Johnson ou Matteo Salvini (mais aussi George-Louis Bouchez) et dans lequel le citoyen n'est qu'un consommateur. Si les médias sociaux sont souvent les initiateurs de ces contenus, les médias traditionnels ne sont pas en reste et fonctionnent comme accélérateurs. Autre résultat notoire : cette spectacularisation rend de plus en plus difficile la constitution de gouvernements stables et durables puisque la campagne électorale est permanente. En somme, le spectacle neutralise tout changement politique pour le remplacer par le sentiment que les choses peuvent changer. Face à cela, l'auteur estime qu'il faut créer une démocratie plus démocratique en la ramenant à ses origines : la rue, la barricade et le soulèvement. Une lecture salutaire et hautement actuelle en espérant sa traduction prochaine en français. **OS** _

Apeirogon // Colum McCann // Belfond, 2020

Apeirogon, cette forme géométrique au nombre infini de côtés, de l'écrivain irlandais Colum McCann raconte, au travers d'un style littéraire tout à fait original, le drame terrible de la perte d'un enfant par deux familles, l'une palestinienne, l'autre israélienne. Les mots volent aussi, comme une respiration, entre les pages aériennes emplies d'oiseaux migrateurs. Depuis des années, je voyage sur cette terre, pas toujours si sainte, mais intense et émouvante, foyer des monothéismes et fondatrice d'une part déterminante de notre civilisation. Athènes et Jérusalem. Cette terre est aussi le cœur incandescent d'une tragédie, au sens profond du terme, entre Israéliens et Palestiniens qui embrase les esprits et vomit littéralement des torrents de souffrances, d'humiliations et de désespérances. Je lis aussi depuis si longtemps analyses, récits, romans et poésies, tels Hubert Haddad, David Grossman, Edward Saïd, Amos Oz, Mahmoud Darwich ou Shlomo Sand, mais jamais un texte de 500 pages ne m'a inspiré, fasciné, captivé et bouleversé au point de tressaillir de tout mon corps face à l'insigne séisme existentiel de ces deux pères qui, au fond du gouffre de leurs immenses chagrins et du destin de deux peuples, choisissent le chemin si étroit et périlleux de la main tendue. Il n'y a pas d'école pour l'éclair. Colum McCann a écrit un chef-d'œuvre. **JC** 7



7



8

Un virus souverain. L'asphyxie capitaliste // Donatella di Cesare // La Fabrique, 2020

Le premier confinement derrière le dos, le monde éditorial n'a pas omis de surfer sur la vague et de publier de nombreux ouvrages sur le virus. Donatella Di Cesare, professeur de philosophie à La Sapienza Università di Roma tire les leçons des méfaits du virus souverain, qui ignore les frontières et bouscule notre ordinaire façon de penser. Son premier constat est celui selon lequel nous vivons dans une liberté coercitive ou une libre coercion : couvre-feu, formes de travail rendues obligatoires (télétravail pour les uns, secteurs plus ou moins essentiels qui doivent continuer le travail pour les autres), recours aux pouvoirs spéciaux sont en effet des méthodes plutôt autoritaires. Pour elle, le virus vient également démontrer et exposer au grand jour les limites de la gouvernance politique propre au néolibéralisme : vivons-nous une crise sanitaire ou une crise induite par la quantophrénie propre au mode de fonctionnement néolibéral sous la férule des

diktats de l'économie ? Le virus montre aussi sans fard le sort réservé aux surnuméraires : quelles mesures prévues pour les sans-abris, les abandonnés ? Quelles protections pour les travailleurs chargés de faire tourner malgré tout la machine et réduits à devenir de la chair à canon ? Au-delà de la sidération, les gouvernements ont vite choisi de se fonder sur la peur pour s'adresser à une communauté de citoyens de plus en plus désagrégée. Alors qu'il (re)devient évident que la santé, le climat, l'éducation, la culture et l'économie sont des biens communs qui exigent une nouvelle politique à l'échelle de la planète, le monde politique reste empêtré dans la gangue néolibérale et ressort les vieilles recettes comme un bon vieux gramophone. **OS** 9



9

La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande // Anthony Galluzzo // La Découverte/Zones, 2020

Nous sommes toutes et tous convertis à la consommation ! Voilà, résumé à gros traits, la conclusion générale de *La fabrique du consommateur - Une histoire de la société marchande*, le livre magistral d'Anthony Galluzzo. Chercheur spécialisé dans la culture de consommation, l'auteur reconstitue les grandes étapes de cette conversion, de la seconde moitié du 19^e siècle aux *long sixties* du 20^e siècle, une période qui s'étend jusqu'au milieu des années 70. C'est le progrès technique qui, en supprimant les distances grâce à la vitesse, a permis l'avènement de la consommation de masse. Les humains, les marchandises et leurs images commencent à circuler massivement. Il fallut donc créer un processus de fétichisation de ladite marchandise pour lui donner un capital symbolique dans la société. D'où l'invention de la marque et du marketing qui va avec. « *En l'espace de 40 ans, de 1880 à 1920, note l'auteur, les marques se sont imposées en nouvel intermédiaire cognitif incontournable et ont complètement remodelé le système marchand au profit des grandes entreprises productrices.* » De l'ère des « grands magasins » qui ont fait du mode de vie bourgeois l'étalon de la consommation au 19^e siècle à l'utilisation de l'image stéréotypée de la femme ou au ciblage des jeunes et des enfants, ce bouquin est un voyage fantastique (et passionnant) dans les entrailles de la bête. Ou, au final, nous nous retrouvons nez à nez avec nous-mêmes... **DD**

La puissance des mères.
Pour un nouveau sujet révolutionnaire //
 Fatima Ouassak // La Découverte, 2020

Politologue et militante française, Fatima Ouassak propose un essai où se mêlent expérience intime, analyse politique et transmission de bonnes pratiques pour une lutte couronnée de succès. Son propos, à la fois instructif et très touchant, s'ouvre sur le partage de son expérience intime du mépris et de l'infériorisation qu'elle a vécue, notamment en tant que mère, perçue comme « d'origine étrangère et de classe populaire », un double stigmate qu'elle va retourner au fil de son propos pour en faire le terreau et les attributs d'un combat qu'elle porte avec fierté. Car c'est bien en tant que mère, et non que maman, que Fatima Ouassak mène ses combats : elle réfute le rôle de « maman tampon » que l'État attend des femmes « des quartiers », pour « pacifier » l'espace public en gardant leurs enfants à la maison. Fatima Ouassak va entrer en lutte au départ d'une préoccupation légitime : pour garantir la qualité de l'alimentation de ses enfants, elle demande la mise en place de repas végétariens à la cantine scolaire. C'est avec cette demande qu'elle va faire l'expérience de la violence de classe, et qu'elle va se voir

soupçonnée d'« entrisme », sa stratégie cachée consistant, selon ses détracteurs, à vouloir revendiquer par la suite des « menus Hallals »... Avec la création de son syndicat, le « Front de Mères », Fatima Ouassak va développer des actions très concrètes, autour de quatre axes : écologie, lutte contre les inégalités scolaires, lutte contre les violences interquartiers, et lutte contre les violences policières ; cette dernière conduisant trop souvent à la mort des enfants des quartiers populaires. En effet le chemin est long, notamment sur la question des violences policières, dont les conséquences dramatiques font écho également en Belgique, à l'heure où le procès pour le meurtre de la petite Mawda, ou encore l'annonce du non-lieu envers les policiers responsables de la mort du jeune Adil démontrent le mépris d'un système envers ceux pour qui Fatima Ouassak analyse le processus de désenfantisation à l'œuvre : « lorsque le système dominant regarde nos enfants, il ne voit pas des enfants, il voit des menaces pour sa survie [...] il les désenfantise » (p. 15). Les actions du Front de mères s'organisent autour de cinq piliers stratégiques : la transmission,

l'école, le territoire, le pouvoir et la victoire. En partageant le récit de luttes victorieuses, Fatima Ouassak nous rappelle en effet qu'un combat peut aboutir, en gardant une vigilance permanente, une ligne politique s'articulant autour de trois questions incontournables : qu'est-ce qui est mieux pour nous ? Qu'est-ce qui est mieux pour nos enfants ? De quoi avons-nous réellement besoin ? Ces questions rappelant le principe essentiel, terreau de toute émancipation : « Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous » (Citation attribuée à Nelson Mandela). **BM** »



10

11

La Commune des Lumières.
Portugal, 1918.
Une utopie libertaire //
 Jean Lemaître // Otium, 2019

Jean Lemaître nous propose dans La commune des Lumières un magnifique récit sur la vie du militant anarchiste portugais Antonio Correia. Inspiré par les grandes figures libertaires de l'époque comme Tolstoï, Elisée Reclus, Bakounine et Pierre Kropotkine, cet homme exceptionnel, représentant de commerce en bicyclette, infatigable défenseur des idéaux de fraternité et de partage, fonde en 1916, la « Comuna da Luz » dans l'Alentejo, une communauté autogérée où les règles de vie n'en demeurent pas moins très strictes : ne pas fumer, ne pas boire d'alcool et ne pas manger de viande (comme les principes imaginés par Thomas More dans l'Utopie au début du 16^e siècle). Malgré les sombres nuages qui la menacent, des forces réactionnaires jusqu'à l'épidémie de grippe espagnole, dont pas un camarade de la commune ne décèdera, cette expérience politique exceptionnelle prendra fin, suite à l'échec de la grève générale du 18 novembre 1918 et à la répression des soldats et des gendarmes du régime autoritaire de Sidonio Pais. Antonio, qui s'était engagé à ne jamais couper sa barbe tant que durerait le fascisme, meurt dans son lit le 2 décembre 1967. Mais il revit formidablement sous la plume de Jean Lemaître qui conte avec grand talent la fougue révolutionnaire de cet ardent défenseur de la solidarité universelle. **JC** »



11

jeu vidéo



1

We. the Revolution // Polyslash, Pologne, 2019

We. the Revolution vous propose d'incarner un juge, alcoolique et joueur, durant la Révolution française et en particulier durant la période de la Terreur. Très vite, vous allez comprendre, en tant que joueuseuse, qu'il ne va pas tant s'agir de rendre justice que de naviguer entre les intérêts contradictoires sans chavirer : le peuple, les révolutionnaires, l'aristocratie... et même votre famille ! Appliquer la loi et rendre la justice ? Si possible. Mais avant tout ménager les camps en présence et survivre. Pour garantir sa survie et celle de sa famille, votre personnage va ainsi chercher toujours plus de pouvoir, dans une fuite en avant faite de conspirations et de trahisons. Ce que les mécanismes du jeu excellent à rendre, vous amenant pernecieusement à prendre des décisions de plus en plus sanglantes dont découleront d'autres choix inhumains. Contrairement à beaucoup de jeux, acquérir plus de pouvoir ne vous rendra donc pas plus fort mais simplement plus exposé à la violence, renforçant progressivement une atmosphère de paranoïa étouffante. Au final, We. the Revolution, plus qu'un jeu historique, se présente comme une fresque sombre sur le Pouvoir et la Justice. En exhibant crûment l'avidité et la violence des dirigeants des institutions, il critique explicitement l'hypocrisie de leurs discours déconnectés de leurs actes. Ni nihiliste (« tous pourris »), ni conservateur (« la violence de la révolution disqualifie toute contestation politique »), We. the Revolution s'en prend aux institutions et aux personnes qui les incarnent. Et en particulier à la Justice, plus sensible aux positions sociales qu'aux actes, plus occupée à maintenir l'ordre qu'à appliquer la loi, moins un juge de la société que son reflet. **JA** »

podcast



1

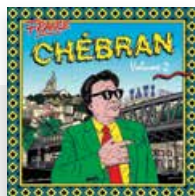
***Ou peut-être une nuit* //** Charlotte Pudlowski et Anna Buy // Louie Media, 2020

Au fil de ce podcast documentaire très fort en six épisodes, conçu par Charlotte Pudlowski et Anna Buy, la question des abus sexuels faits aux enfants par des membres de leurs familles est déroulée dans toutes ses dimensions : culturelles, psychologiques, familiales, sociales... Au centre de cette analyse très complète de l'inceste : le patriarcat dans la protection de la figure du père tout puissant et de sa volonté de disposer du corps d'autrui à sa guise. Ce qui explique l'assourdissant silence, grand trait caractéristique de l'inceste, qui règne encore aujourd'hui sur un phénomène pourtant massif puisqu'on parle tout de même de 10 % de la population directement concernée par le phénomène ! L'inceste représente ainsi un sérieux enjeu en matière de santé publique et mentale pour nos sociétés qui préfèrent pourtant le refouler et le nier, que ce soit juridiquement, socialement, médicalement, politiquement, médiatiquement, symboliquement... L'inceste, pas traité à la hauteur des dégâts qu'il inflige, sort donc enfin de sous les radars grâce à ce riche et puissant docu radio. Il se base sur des témoignages de première main de personnes incestées, aussi bien que d'analyses de militantes et chercheuses. L'exposé est implacable et resitue cette catastrophe intime dans le contexte social qui le favorise, dans cette systémique infernale qui valorise l'incesteur (dans 98 % des cas un homme) et condamne au silence l'incesté.e. Un silence que même la vague #metoo n'a pas troublé puisque, comme le remarque l'autrice, quasiment aucun témoignage d'inceste n'est remonté à la surface à cette occasion. Cette silencieuse des femmes incestées leur apprenant la soumission, de celle des hommes agressés qui, s'identifiant à leur incesteur, marchent ensuite dans ses pas, ne serait-elle pas l'une des premières pierres à l'édifice patriarcal au complet ? À écouter en libre accès sur <https://louiemedia.com/injustices-2/ou-peut-etre-une-nuit> **AB**

***Synonymes* //** De Nadav Lapid // France, février 2019

C'est en France que Nadav Lapid, véritable figure de proue de la jeune génération du cinéma israélien a tourné *Synonymes*. L'histoire, c'est celle de Yoav (interprété par Tom Mercier) qui a quitté Israël pour venir conquérir Paris. Il veut rompre définitivement avec la folie de son pays d'origine. Sans argent, s'étant fait voler ses affaires, il se retrouve dans un appartement inoccupé, nu et transi de froid. Il sera finalement recueilli par un jeune couple bourgeois fatigué du confort matériel dans lequel ils vivent. Ils forment alors un trio particulier, le jeune bourgeois est écrivain en panne sèche. Yoav va alors lui confier les histoires singulières de son passé israélien. Ce qui inspirera l'écrivain. Cependant, de la rupture entre Yoav et Israël, on ne connaîtra pas les vraies raisons, sinon qu'elle a suivi son retour du service militaire. Mais quelque part on les devine à travers l'attitude furieuse et excentrique du personnage. Très vite Yoav va se rendre compte qu'on ne se défait pas si facilement d'un pays d'origine.

Au détour de ses petits boulots et faisant face aux clichés que les Français lui, Yoav se refuse à prononcer le moindre mot d'hébreu, pratiquant en lieu et place un français littéraire surprenant, dictionnaire sous le bras. Il égrène ainsi les synonymes en marchant rageusement dans les rues parisiennes. On assiste alors à une sorte de chorégraphie contemporaine à la fois physique et littéraire. Mais Israël ressurgit à chaque pas de rue tandis la France déçoit Yoav. Un pays qui, sous ses accents républicains et laïques, ne lui apporte rien de vraiment rassurant. Il y reste un étranger dans une ville régie par les mêmes cadres arbitraires et creux que dans son pays d'origine. Un regard à la fois tourné vers une France actuelle et une réalité israélienne. **SB**



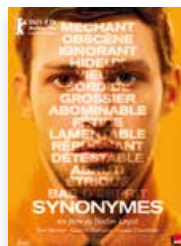
1

musique

***France Chébran vol. 2* //** French boogie 1982-1989 // Born Bad Records, 2018

Qui a dit que les projets sociocu ne pouvaient pas produire un résultat kick-ass ? On connaissait le Wild classical music ensemble, groupe d'avant-punk qui parcourt à présent les scènes rock d'Europe ou l'électro-hip-hop brut de The Choolers Division, deux projets d'ailleurs belges, et où la dimension socioculturelle devient finalement secondaire, effacée par la haute qualité musicale et l'avantgarde du projet. Parfois ça prend plus de temps pour obtenir une reconnaissance méritée, et ça réémerge bien longtemps après, comme ici à la faveur d'une compilation de diggers - ces chercheurs de pépites musicales - du label Born Bad Records. Il en est ainsi du morceau « Ettika » joué par un groupe éponyme. L'histoire de ce morceau ? Bernard Guégan, est un animateur autodidacte improvisant des ateliers socioartistiques avec des jeunes déscolarisés des quartiers populaires de Rouen au milieu des années 80. Le contexte ? L'arrivée du rap en France et une région sinistrée de Normandie. L'idée de l'atelier ? Réaliser « un rap fait de reprises de formules administratives de refus de recrutement dans une boîte » avec les jeunes femmes de son groupe.

Tout simplement « déjà rire de ça ». Le morceau est conçu et répété. Hafida, Djamilia, Samira et Sunaï scandent les formules toutes faites de la bureaucratie antisociale en les tordant dans tous les sens, pour mieux les exorciser, dans un rap étrange mêlé d'arrangements disco-funk et de mélodies synthétiques qui vieillissent si bien. Il est enregistré pour un concours de rap, qu'elles ne gagneront pas mais qui leur permettra d'être repérées par Vally, la chanteuse du groupe Chagrin d'amour qui cartonne alors avec « Chacun fait ce qui lui plaît ». Ce qui permettra au morceau de devenir un 45 tours. Édité par Celluloid, le label du magazine Actuel, il comporte une version en français en face A et en arabe en face B, tout aussi efficace. Las, il n'aura qu'un succès confidentiel, dans une France où le métissage n'a pas encore droit de cité. Dommage pour ces jeunes femmes douées, mais, aujourd'hui, 35 ans plus tard, exhumées par la compil « France Chébran » (vol. 2), leurs voix cartonnent dans les soirées qui se respectent. Les autres morceaux de cette compil de proto-rap et electro-pop française des débuts sont bons, ce n'est pas ça. Mais celui d'Ettika est le plus intéressant, de loin. **AB**



film

1

DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

LES CAHIERS



#55

Chroniques de l'imprévisible



CLIMAT

//

Pourquoi les urgences ne répondent pas



#54

#53 Écriture Inclusive « Hommes-Femmes : Toutes Égales »

#52 Face aux métamorphoses du monde. Héritages.

Accélération. Éveils. Espoirs #51 Le droit à l'habitat : une priorité sans appel #50 Éducation populaire et numérique. Trouver le juste équilibre entre pertinence, transformation et résistance

#49 Migrants : les naufragés des populismes #48 Reboussolons-nous !

Réenchanter l'éducation permanente #47 Climat en souffrance.

Planète en sursis #46 Les malaises de l'après-Charlie : identités mouvantes, inégalités croissantes et dérives culturelles

// Du #45 au #1 disponibles sur le site : www.pac-g.be/boutique

Mouvement
écosocialiste

